

COMMISSION DES FINANCES ET  
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN  
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010

WOENSDAG 15 DECEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 16 h 23 par Mme Muriel Gerken, présidente.

**01 Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le problème des assurances lors d'interventions des services d'incendie" (n° 663)**

**01.01 Maya Detiège** (sp.a): Il arrive qu'au cours d'une intervention, les pompiers occasionnent des dégâts à des tiers. La loi disposant que la ville concernée est responsable de ce type de dommages, à moins qu'il ne s'agisse de fraude, de faute grave ou d'une faute légère mais fréquente, la Ville d'Anvers a contracté une assurance en responsabilité civile pour couvrir ces risques. Pourtant, la compagnie d'assurance a déjà refusé d'indemniser plusieurs sinistres en se fondant sur la jurisprudence en vertu de laquelle la responsabilité n'est pas engagée étant donné que ces dommages ne résultent pas d'une faute. Ne pourrait-on pas créer un fonds d'indemnisation pour ce type de dommages ou obliger les assurances à inclure ces dommages dans les polices d'assurances incendie?

Le ministre a-t-il connaissance de ces problèmes? Où en est le débat sur l'assurance incendie obligatoire? Comment empêcher les assureurs de récupérer a posteriori, sur le compte des services d'incendie ou des autorités, une indemnisation qui a été octroyée?

**01.02 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): L'assureur en responsabilité civile doit préserver l'assuré contre les plaintes de tiers et le cas échéant, si la responsabilité de l'assuré est engagée, il doit réparer le préjudice dans les limites dont il a été convenu. Dans le cas qui nous intéresse, l'assureur Ethias constate que son assuré, la Ville d'Anvers, n'est pas responsable du dommage causé parce que le service d'incendie n'a pas commis de faute. En cas de désaccord, la partie lésée citera les parties concernées devant le tribunal. Deux possibilités existent en définitive: soit la Ville et son service d'incendie sont responsables du sinistre et Ethias devra rembourser à l'assurance incendie l'indemnité qui a été versée; soit aucune responsabilité n'est engagée et il n'y a aucune possibilité de recours. Mon initiative concernant l'assurance incendie n'a absolument pas pour objectif d'intervenir dans cette question.

**01.03 Maya Detiège** (sp.a): Pour la compagnie d'assurances, les services d'incendie ne commettent jamais de faute; la Ville dit vouloir indemniser le dommage mais ne pas pouvoir le faire parce que la compagnie d'assurances estime qu'il n'y a pas eu de faute. Quant au ministre, il considère qu'un tel litige doit être porté devant un tribunal. Ne s'indique-t-il pas, dès lors, de modifier la législation?

**01.04 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Un accord de ce type exclut tout changement.

*L'incident est clos.*

**02 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les emprunts hypothécaires d'une durée de quarante ans" (n° 1272)**

**02.01 Peter Logghe** (VB): Alors qu'au cours des dernières années, la tendance était déjà d'octroyer des prêts hypothécaires sur une durée de 30 ans, une banque belge propose à présent également des prêts d'une durée de 40 ans. Un prêt sur 40 ans est bien sûr beaucoup plus onéreux pour le client. Les banques ne peuvent-elles pas être contraintes de mettre le client en garde? Les autorités peuvent-elles éventuellement

se charger de cette mise en garde?

Dans le cadre de prêts de très longue durée, les amortissements des dix premières années portent essentiellement sur les intérêts et à peine sur le capital. Peut-on obliger les banques à travailler sur la base d'annuités pour qu'un quart du capital soit déjà amorti après dix ans?

L'assurance de solde restant dû pose problème également étant donné que le risque de décès est plus élevé sur une période de 40 ans. Dès lors, le coût d'une telle assurance ne sera-t-il pas prohibitif pour le client?

**02.02 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Le crédit hypothécaire à 40 ans est un phénomène récent et proposé uniquement par un nombre restreint d'établissements de crédit. Cette option est parfois la seule manière d'acquérir un bien pour des personnes à faibles revenus, mais elle soulève néanmoins quelques interrogations. Un gouvernement, de plein exercice, devra se pencher attentivement notamment sur la possibilité de cession de risque aux générations suivantes.

Conformément à la loi sur le crédit hypothécaire, chacune des formules de crédit présentées au client dans une brochure doit être illustrée par un exemple concret chiffré. Le candidat emprunteur reçoit un plan d'amortissement de manière à être dûment informé de la charge d'intérêts et du solde restant dû après chaque paiement.

Hors l'âge, la prime d'une assurance de solde restant dû est déterminée sur la base de multiples facteurs. Je ne suis pas informé de plaintes particulières concernant le lien entre l'âge et le montant de la prime.

**02.03 Peter Logghe** (VB): Le phénomène est encore relativement récent en Belgique et il est donc logique que le ministre ne soit pas encore submergé de plaintes. Le risque que des personnes ne parviennent finalement plus à rembourser leur emprunt est réel. Cette situation pourrait envenimer à terme l'ensemble du marché.

*L'incident est clos.*

### **03 Questions jointes de**

- **M. Steven Vandeput** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la commission de ruling" (n° 1081)
- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le service de ruling" (n° 1338)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le service des Décisions Anticipées" (n° 1422)

**03.01 Steven Vandeput** (N-VA): Le 7 octobre, le Conseil d'État a annulé la nomination de trois membres néerlandophones du service des Décisions Anticipées en matière fiscale en raison du manque de motivation de ces décisions. Un nouvel arrêté royal du ministre n'a pas été approuvé en Conseil des ministres. Hier, j'ai appris par voie de presse que la désignation des membres du service interviendrait dans les prochains jours. Quand le service sera-t-il à nouveau en mesure de prendre des décisions effectives?

Du 30 octobre au 6 novembre, la présidente de la commission du ruling, Mme Véronique Tai, a participé à une croisière de huit jours comprenant dix-huit heures de formation. Une circulaire relative au cadre déontologique des agents de la fonction publique administrative fédérale dispose que les fonctionnaires doivent éviter tout avantage susceptible d'influencer l'impartialité et l'objectivité qui sied à leur fonction. Les agents qui pressentent un conflit d'intérêts doivent immédiatement en avvertir leur supérieur.

Le ministre était-il au courant de cette participation à la croisière? Estime-t-il qu'il pourrait y avoir conflit d'intérêt? Dans quelle mesure la présidente de la commission de ruling peut-elle encore jouer son rôle en toute neutralité, selon lui? Comment éviter ce genre d'incidents à l'avenir?

**03.02 Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mme Tai a-t-elle pris congé pour se libérer de ses obligations professionnelles? Est-il vrai que son partenaire l'accompagnait? Sa croisière était-elle aussi payée par les organisateurs? Selon les déclarations de Mme Tai au journal *De Tijd*, cela ne pose aucun problème déontologique puisqu'il ne s'agit pas de clients. Elle considère donc les contribuables comme des clients. La

croisière a été organisée et financée par une association de conseillers fiscaux. La plupart des participants étaient des consultants fiscaux et des comptables avec lesquels elle est sans nul doute en contact dans le cadre professionnel.

Dans une réponse précédente, le ministre avait déclaré que les frais de voyage du ou de la partenaire de même que les frais de voyage et de séjour excessifs ne sont pas déductibles fiscalement en tant que frais professionnels. Mais que considère-t-on comme excessif? L'organisation d'une formation de dix-huit heures qui nécessite un déplacement en avion et qui se tient sur un navire de croisière n'est-elle pas excessive? Les services du ministre ne devraient-ils pas se mettre en rapport avec l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux (IEC) afin de leur demander comment ce voyage est facturé aux participants?

L'une des recommandations du dernier rapport du FMI est d'économiser sur les possibilités de déduction qui existent dans notre pays. Je pense que dans ce dossier, nous pourrions faire un exemple et fixer certaines limites. Organiser une formation avec un déploiement de luxe énorme et pouvoir par-dessus le marché en déduire encore une partie de ses impôts, voilà ce que je qualifie d'excessif.

**03.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): La présidente du Collège du service des Décisions Anticipées (SDA) était l'invitée-vedette d'un symposium-croisière qui s'est déroulé pendant le congé de Toussaint. Ce symposium-croisière était organisé par l'Ordre des experts comptables et comptables brevetés de Belgique et par l'ASBL Institut d'Administration des Entreprises. Une publicité très engageante se trouvait sur internet.

Qu'une administration assure la publicité de son fonctionnement est positif. Qu'elle le fasse dans un tel cadre pose des questions déontologiques sur la distance nécessaire entre un service fiscal de l'État et les contribuables, mais aussi sur l'indépendance de l'administration à l'égard de tiers. Cela s'inscrit aussi dans le contexte de l'annulation par le Conseil d'État de la nomination des membres néerlandophones du SDA.

Cette présidente était-elle en mission lors de ce symposium-croisière? A-t-elle payé sa participation? Estimez-vous que la participation à une telle croisière est conforme à la juste distance que devrait entretenir un haut fonctionnaire à l'égard d'entreprises et de particuliers? N'y a-t-il pas là une erreur déontologique dès lors qu'elle est amenée à se prononcer sur des demandes introduites par des comptables? De telles séances d'information ne devraient-elles pas se passer dans des lieux plus neutres? Enfin, où en est la désignation des membres néerlandophones du Collège du SDA?

**03.04 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Lors du Conseil des ministres du 9 décembre 2010, nous avons pris une décision concernant les membres néerlandophones de la commission de ruling. Cette décision sera publiée après la procédure normale relative à la nouvelle nomination des trois membres néerlandophones de la commission.

(*En français*) Les décisions de participer à des séminaires relèvent de la compétence de l'administration. Par ailleurs, ce symposium a été organisé par deux organisations professionnelles reconnues, l'Ordre des experts-comptables et comptables brevetés de Belgique et l'Institut d'Administration des Entreprises. Ces organisateurs souhaitent mieux faire connaître le SDA. Cette collaboration entre ordres professionnels et administrations est encouragée et a fait l'objet d'un protocole de coopération en 2004. Le choix du lieu du symposium et la manière de l'organiser relèvent de la compétence de l'organisateur.

En ce qui concerne l'aspect fiscal de ce dossier, l'administration doit le traiter comme pour tout autre contribuable.

Enfin, j'insiste régulièrement sur la prudence demandée aux agents de mon département en matière de conflit d'intérêts. Relayer l'idée que le SDA avaliserait des mécanismes de fraude est particulièrement insultant pour les collaborateurs de ce service. C'est la raison pour laquelle le service attire votre attention sur le fait qu'il dépose chaque année au Parlement un rapport d'activité. Je profite de l'occasion pour vous remettre celui de 2009. Il est intéressant d'y noter les chapitres relatifs aux dossiers refusés ou à ceux pour

lesquels le service estime souhaitable une intervention législative.

**03.05 Steven Vandeput (N-VA):** La technique du parapluie compte de nombreux adeptes. Il est faux d'arguer que tout était parfait. On ignore par exemple si l'intéressée était accompagnée de son partenaire ou de toute la famille lors de la croisière. Ce n'était certes pas un symposium réunissant des connaissances internationales. Il s'agissait d'un petit groupe d'amis en vacances ayant inséré dans son programme de loisirs une formation de dix-huit heures.

Le ministre n'a pas précisé s'il était au courant des faits. À l'entendre, Mme Tai est en mesure d'exercer sa fonction avec la neutralité requise. Je ne partage pas cet avis. Le ministre reste en défaut si, fût-ce en tant que membre d'un gouvernement en affaires courantes, il ne prend pas les mesures appropriées à l'égard de Mme Tai.

**03.06 Dirk Van der Maelen (sp.a):** On ignore toujours si Mme Tai a pris congé pour ces trois jours ouvrables et si elle était accompagnée de son partenaire, un collaborateur du cabinet du ministre. Rien d'étonnant donc à ce que le ministre se réfugie derrière son administration, car par le passé il a déjà fait pire sur le plan déontologique.

On ignore aussi comment l'IEC et l'Institut d'Administration des Entreprises factureront et déduiront les frais.

**03.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!):** Vous couvrez purement et simplement ces agissements et vous ne répondez à aucune question. L'attitude de ce haut fonctionnaire mérite à tout le moins une réaction du ministre.

Le SDA peut être utile pour rassurer des contribuables, mais s'il s'agit d'organiser, dans le cadre d'une croisière, la meilleure façon d'éviter l'impôt, on ne se trouve pas dans un cadre souhaitable. Ce service a mauvaise presse? Il le cherche un peu en agissant ainsi.

Enfin, le fait que vous vous contentiez de lire la réponse écrite par votre service en dit long sur votre volonté de mettre de l'ordre dans les affaires. Je le regrette!

*L'incident est clos.*

#### **04 Questions jointes de**

- **M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la directive sur la coopération administrative en matière de fraude fiscale" (n° 1450)**
- **M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'accord intervenu au sein d'Ecofin concernant le projet de directive relatif à la coopération administrative entre les administrations fiscales" (n° 1553)**
- **Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de directive approuvé le 7 décembre 2010 par le Conseil Ecofin" (n° 1620)**

**04.01 Guy Coëme (PS):** Les discussions relatives à la directive sur la coopération administrative en matière de fraude fiscale ont duré des mois avant d'aboutir à un accord.

Quel en est le contenu? Confirmez-vous avoir fortement réduit le champ d'application de la directive en allant plus loin que ce que réclamaient l'Autriche et les Pays-Bas, peu pressés de faire des concessions?

A-t-on supprimé du champ d'application les dividendes et les plus-values? Si oui, pourquoi? Une directive à ce point déforcée ne perd-elle pas beaucoup de son sens?

**04.02 Hagen Goyvaerts (VB):** Le 8 décembre 2010, le lendemain du jour où le ministre avait conclu, au sein du Conseil Ecofin, un accord sur le projet de directive relatif à la collaboration administrative entre les services des contributions, un autre accord a apparemment aussi été conclu en ce qui concerne l'échange de données bancaires entre les États membres de l'Union européenne. La collaboration entre les États membres sera intensifiée sur la base d'un échange automatique ou non de données.

Quelles sont les lignes de force de cet accord? Est-il exact qu'un État membre qui doit fournir des renseignements ne peut pas être contraint de mener des enquêtes lorsque la législation nationale ne permet pas de mener les enquêtes à usage personnel nécessaires à cet effet? Est-il exact que le demande de renseignements auprès d'une institution financière ne peut être invoquée comme motif de refus de la transmission d'informations à un autre État membre? Le secret bancaire est-il supprimé? Notre législation s'inscrit-elle suffisamment dans le cadre des évolutions internationales en matière d'acquisition et d'échange de données fiscales et une réglementation sera-t-elle éventuellement élaborée en la matière?

**04.03 Veerle Wouters (N-VA):** Le 7 décembre 2010, un accord a apparemment été conclu au sein du Conseil Ecofin. Dans quelle mesure la proposition belge de modification de la clause du pays le plus favorisé a-t-elle été acceptée par le Conseil Ecofin? Quel texte a été adopté en ce qui concerne la clause du pays le plus favorisé et inscrit comme article 18 dans la proposition de directive? Résultera-t-il de la directive que les concessions importantes, telles qu'inscrites dans la convention tendant à éviter la double imposition conclue entre la Belgique et les États-Unis, devront également être accordées aux autres États membres de l'Union européenne? Ces concessions ont-elles été assorties de conditions? Dans l'affirmative, lesquelles?

**04.04 Didier Reynders, ministre (en français):** Le projet de directive couvre tous les impôts perçus dans les États membres à tous les niveaux de pouvoir, à l'exclusion des impôts déjà visés par d'autres instruments communautaires (TVA, droits de douane, accises). L'échange de renseignements peut se faire automatiquement, spontanément ou sur demande, et les fonctionnaires d'un État membre pourront participer à des enquêtes fiscales dans un autre État membre. Il y aura échange de renseignements bancaires, mais la pêche aux informations ne sera pas possible. À partir de 2015, chaque État membre communiquera automatiquement des informations disponibles en matière de salaires, rémunérations d'administrateurs, produits d'assurance vie, pensions et revenus immobiliers. Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017, la Commission fera rapport sur le fonctionnement de la directive et en proposera si nécessaire l'extension, notamment aux plus-values, dividendes et droits d'auteurs.

Fin 2009, l'accord de coopération avait été bloqué par l'Autriche ainsi que par le Luxembourg, qui a cependant accepté l'échange d'informations sur les salaires et retraites des non-résidents à partir de 2014.

Le phasage selon les revenus vise à obtenir l'unanimité et à commencer l'échange d'informations. Il était utile de débloquer la situation.

(*En néerlandais*) En ce qui concerne la deuxième question de M. Goyvaerts, je dois répondre par l'affirmative pour ce qui concerne l'échange automatique de renseignements. S'agissant de l'échange d'informations à la demande, ma réponse est négative. Un État ne pourra pas refuser de fournir les renseignements demandés sous prétexte qu'il ne peut pas utiliser ces renseignements pour ses propres impôts.

En ce qui concerne la troisième question, la réponse est positive. En ce qui concerne la quatrième question, la directive exige uniquement que le droit belge autorise l'échange de données bancaires. Elle n'exige pas la levée totale de la confidentialité de ces données.

Pour permettre l'échange de données bancaires à la demande, l'article 318 du CIR doit être modifié. Le projet de loi est à l'examen pour l'instant. En vertu de l'article 318, les banques ne sont pas tenues de fournir des renseignements sur leurs clients à l'administration fiscale. Il existe toutefois deux exceptions à cette règle: la directive sur l'épargne en vertu de laquelle les banques belges sont obligées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, de fournir des renseignements à l'administration fiscale belge sur les revenus provenant de l'épargne perçus en Belgique par des habitants des 26 autres États membres, et la convention fiscale du 27 novembre 2006 conclue avec les États-Unis. L'article 25 de cette convention règle l'échange de données bancaires à la demande. Les banques belges doivent fournir à l'administration fiscale belge les renseignements demandés par l'administration fiscale américaine en ce qui concerne des contribuables américains.

Lors du Conseil Ecofin du 7 décembre 2010, j'ai pu obtenir un compromis relatif à la proposition de directive relative à la coopération administrative en matière fiscale. L'article 18 de la proposition de directive reproduit le texte que j'ai communiqué le 24 novembre 2010 en réponse à la question n° 1161 de Mme Wouters.

La Belgique ne peut refuser de signer avec d'autres États membres qui le souhaitent, des accords qui prévoient une coopération administrative aussi étendue que celle prévue par exemple dans le cadre de la convention visant à éviter la double imposition, conclue entre la Belgique et les États-Unis.

*(En français)* On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein mais il fallait aboutir à un accord.

**04.05** **Guy Coëme** (PS): Je comprends qu'il faille l'unanimité, mais l'exclusion des dividendes et des plus-values et le report d'une possible révision à 2017 me déçoivent beaucoup.

**04.06** **Hagen Goyvaerts** (VB): La directive ne sera pas exécutée du jour au lendemain. Entre-temps, les inspecteurs des impôts peuvent obtenir plus facilement les données bancaires des contribuables depuis l'étranger que les inspecteurs nationaux. De plus, la Belgique reçoit en quelque sorte un statut isolé en matière d'échange automatique de données à l'intérieur de l'Europe. Nous sommes curieux de voir le projet de loi.

**04.07** **Veerle Wouters** (N-VA): Je me réjouis que le ministre a pu maintenir son texte au Conseil Ecofin, mais il est certain que les décisions qui sont prises maintenant auront de lourdes conséquences pour le prochain gouvernement.

*L'incident est clos.*

#### **05** Questions jointes de

- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les leçons à tirer du jugement intervenu ce 10 décembre dans l'affaire KB Lux et les suites à lui donner" (n° 1589)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les leçons à tirer du jugement intervenu ce 10 décembre dans l'affaire KB Lux et les suites à lui donner" (n° 1594)

**05.01** **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Il s'agit de la même question sous deux numéros différents.

Le 10 décembre, la douzième chambre de la cour d'appel de Bruxelles a déclaré irrecevables les pièces sur lesquelles se basait le ministère public dans le cadre de l'affaire KB Lux. Elle a considéré que les poursuites à l'encontre des prévenus étaient irrecevables, confirmant de la sorte le jugement intervenu en première instance.

Je souhaiterais connaître votre réaction. Pouvez-vous nous rappeler les montants concernés pour l'État belge? Quels sont les arguments mis en avant par l'avocat représentant l'État belge? Comment ont-ils été ajustés par rapport au jugement intervenu en première instance?

L'État belge envisage-t-il d'introduire un recours en cassation? Quelles sont les conséquences financières de ce jugement pour l'État belge?

**05.02** **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Comme la cour d'appel confirme la décision prise en première instance, les conséquences pour l'État belge restent identiques à celles que je vous avais communiquées le 13 janvier 2010 (voir *Compte rendu analytique* 52 COM 750, p. 14-17).

Je faisais clairement la distinction entre les résultats importants obtenus par mon administration sur le plan fiscal et le dédommagement fixé avec *ex æquo et bono* que je demandais en qualité de partie civile. La surcharge de travail et la perturbation dans l'organisation des travaux méritait, à mon avis, une réparation. La cour d'appel n'a, bien évidemment, pas pu statuer sur ces dommages civils puisque l'action publique a été jugée irrecevable.

Quant au dépôt d'un pourvoi en cassation, mes conseils des services vont d'abord étudier l'arrêt de la cour d'appel avant de me faire une proposition. La décision intervenue ne concerne pas l'appréciation du comportement des services fiscaux mais bien celui des autorités judiciaires.

Sur le plan fiscal, je rappelle que, même si vous ne voulez pas le prendre en compte, nous avons récupéré toutes les sommes détaillées le 13 janvier 2010.

**05.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): J'interrogerai également le ministre de la Justice. Il faut tirer toutes les conclusions concernant la gestion du dossier par les services fiscaux et par la justice, mais aussi en matière de lutte contre la fraude fiscale. Et là, je continuerai à m'appuyer sur les résultats de la commission d'enquête.

*L'incident est clos.*

**06 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la TVA sur les transactions uniques et la compensation de ses implications sur les finances régionales" (n° 1595)**

**06.01 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Suite à un arrêt de la Cour européenne de Justice, le gouvernement fédéral a décidé d'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 le régime de la TVA à la vente des terrains faisant partie d'une transaction unique.

En 2008, les Régions bruxelloise et flamande s'étaient opposées à cette réforme pour cause de réduction importante du montant perçu en droits d'enregistrement (27 millions pour la Région flamande, 15 millions pour la Région bruxelloise et 8,5 millions pour la Région wallonne) et une augmentation du coût d'achat pour les futurs propriétaires.

M. Clerfayt m'a indiqué que les calculs et discussions relatifs de cette disposition étaient en cours. Quelle est l'estimation de l'impact de cette mesure en termes de recettes nouvelles pour l'État fédéral? Comment se répartissent ces recettes potentielles entre les transactions réalisées en Régions wallonne, bruxelloise et flamande? Au cas où les Régions décident de supprimer leurs droits d'enregistrement et sont dès lors demandeuses de l'instauration d'un régime de compensation, où en sont les discussions avec chacune d'entre elles à ce sujet? Quels sont les engagements pris en la matière par l'État fédéral et quel est le montant des compensations prévues?

**06.02 Didier Reynders**, ministre (*en français*): Je confirme que l'étude est en cours. Je devrais disposer des résultats assez rapidement.

Concernant la relation financière entre le fédéral, les Régions et les Communautés, je suppose que vous aurez informé les négociateurs qui vont très prochainement nous présenter un nouveau mécanisme simple, transparent, et efficace, en tenant compte de cette modeste répercussion due à un arrêt de la Cour de justice.

**06.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je ne vous remercie pas pour cette non-réponse!

*L'incident est clos.*

**07 Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le futur jeu de la Loterie Nationale spécifique aux libraires" (n° 1612)**

**07.01 Olivier Henry** (PS): Où en est précisément le projet de jeu de la Loterie réservé aux libraires? La Loterie a-t-elle accepté ce projet? Quand les libraires, dont beaucoup connaissent une situation financière délicate, pourront-ils le distribuer?

**07.02 Didier Reynders**, ministre (*en français*): Le dialogue avec les fédérations de diffuseurs de presse s'est poursuivi au cours des derniers mois. Les grandes lignes d'un projet de jeu de grattage ont été déposées par la Fédération des diffuseurs de presse à la Loterie Nationale.

Le projet est examiné sur le plan de la mécanique de jeu, bien entendu, mais aussi sous l'angle juridique. Les aspects marketing et logistique doivent encore être examinés, ainsi que l'intégration éventuelle au portfolio de la Loterie Nationale, notamment sur le plan d'une cannibalisation éventuelle d'autres produits distribués eux aussi par ces points de vente.

Une nouvelle réunion de travail sur ce projet est prévue début 2011. Je suis disposé non seulement à vous donner les résultats de cette réunion, mais également à demander à la Loterie de vous présenter son analyse de ce projet.

*L'incident est clos.*

**08 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance du solde restant dû pour les personnes présentant un risque de santé accru" (n° 1259)**

**08.01 Servais Verherstraeten** (CD&V): La loi du 21 janvier 2010 modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne les assurances du solde restant dû pour les personnes présentant un risque de santé accru, prévoit une assurance du solde restant dû pour les personnes présentant une maladie chronique ou un handicap. Cette loi nécessitait l'élaboration d'arrêtés d'exécution ainsi que d'un code de bonne conduite, ce dernier devant être élaboré dans les six mois par la Commission des assurances. Cet objectif n'a pas été atteint, étant donné qu'Assuralia attaque la loi devant la Cour constitutionnelle. Ce code de bonne conduite devait dès lors être rédigé par les ministres compétents en matière d'assurances et de santé publique. Un Bureau du suivi de la tarification et une Caisse de compensation devaient également être créés.

Le ministre s'est-il déjà concerté avec sa collègue en charge de la Santé publique? Où en est la rédaction du code de bonne conduite? Le Bureau du suivi et la Caisse de compensation ont-ils déjà été mis en œuvre? Quand la loi entrera-t-elle en vigueur?

**08.02 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Aucune concertation n'a encore eu lieu avec la ministre de la Santé publique en vue de la rédaction d'un code de bonne conduite. Mes collaborateurs ont cependant déjà examiné un premier avant-projet.

Il serait délicat de créer un Bureau du suivi de la tarification dans les circonstances actuelles, étant donné que la fédération professionnelle des compagnies d'assurance, qui doit déléguer deux membres à cet effet, a introduit un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle concernant les articles 8 et 11 de la loi. Par ailleurs, le fonctionnement de la Caisse de compensation dépendra des décisions prises par le Bureau du suivi de la tarification.

Compte tenu du recours en annulation devant la Cour constitutionnelle et compte tenu de la situation politique, il semble souhaitable de laisser à un gouvernement doté de pouvoirs pleins et entiers le soin de régler l'entrée en vigueur de la loi du 21 janvier 2010.

**08.03 Servais Verherstraeten** (CD&V): Ce qui est en jeu en l'occurrence, c'est l'exécution d'une loi adoptée par le Parlement. Il convient de ne pas interpréter les affaires courantes trop *sensu lato* mais je voudrais néanmoins vous suggérer de prendre en binôme avec la ministre de la Santé publique des initiatives visant à élaborer tout de même ce code de conduite.

*L'incident est clos.*

La **présidente**: La question n° 1260 de Mme Lambert est transformée en question écrite; quant à la question n° 1321 de M. Henry, elle introduira le debriefing du Conseil Ecofin du 7 décembre dernier que notre commission fera le 21 décembre à 10 heures. (*Assentiment*)

**09 Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nombre de sociétés qui n'introduisent pas de déclaration fiscale" (n° 1491)**



**09.01 Dirk Van der Maelen** (sp.a): Le 17 septembre 2010, j'ai déposé à ce propos une question écrite à laquelle le ministre n'a pas encore répondu. En revanche, il a déjà répondu à une question orale sur le même sujet. Dorénavant, je transformerai donc en questions orales toutes mes questions écrites restées sans réponse.

Le 24 novembre dernier, le ministre a fait savoir dans notre commission qu'une taxation d'office est la règle si une société n'a pas introduit sa déclaration. Toutefois, je déduis d'une réponse ministérielle précédente qu'une taxation d'office n'a été appliquée qu'à un tiers seulement des déclarations non introduites de 2007 et 2008. Qu'est-il advenu des autres déclarations non introduites? S'agissait-il dans tous les cas de sociétés en liquidation?

Le ministre a d'ores et déjà répondu par ailleurs qu'il ne juge pas opportun d'adapter les montants sur lesquels la déclaration forfaitaire est calculée. Pourquoi ces montants ne doivent-ils même pas être indexés?

Combien de personnes morales ont omis de déposer leurs comptes annuels à la Banque Nationale en 2008 et 2009? Combien d'entre elles n'ont-elles pas introduit non plus de déclaration fiscale?

**09.02 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Dans certains cas, l'administration peut décider de ne pas faire usage de la procédure de taxation d'office, par exemple si le contribuable est en faillite ou n'exerce plus d'activités, ou s'il s'agit de sociétés n'ayant qu'une faible activité, ou encore de sociétés déficitaires. Toutefois, il est toujours possible d'appliquer des amendes administratives.

Lors de la confection du budget, le prochain gouvernement pourra indexer les minima forfaitaires. Je n'y suis pas opposé.

Je demanderai à la Banque Nationale de me faire parvenir les chiffres relatifs au nombre de personnes juridiques qui n'ont pas déposé de comptes annuels et je les transmettrai par écrit à M. Van der Maelen.

*L'incident est clos.*

#### **10 Questions jointes de**

- **M. Guy Coëme** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un échange d'informations contenues dans la liste HSBC entre la France et la Belgique" (n° 1401)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'utilisation par l'administration fiscale des informations transmises par l'État français relatives à des contribuables belges soupçonnés d'évasion fiscale" (n° 1421)
- **Mme Christiane Vienne** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les échanges d'informations fiscales entre la Suisse et la Belgique" (n° 1451)
- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les renseignements sur des titulaires de comptes HSBC transmis par les autorités françaises à l'administration fiscale belge" (n° 1492)

**10.01 Guy Coëme** (PS): Selon la presse, un échange d'information aurait eu lieu avec le ministère français des Finances, qui aurait communiqué à la Belgique des renseignements concernant une liste obtenue par le biais d'un employé de HSBC et reprenant plus de 600 contribuables belges suspects d'évasion fiscale.

Confirmez-vous ces informations? Les renseignements reçus de France ont-ils été obtenus de façon légale? Des enquêtes sont-elles en cours? Votre administration a-t-elle pris contact avec ces contribuables pour qu'ils s'expliquent?

**10.02 Dirk Van der Maelen** (sp.a): Le ministère français des Finances aurait renseigné l'administration fiscale belge figurant sur plusieurs centaines de contribuables belges sur la fameuse liste HSBC. Cet échange d'informations avait-il été sollicité par le fisc belge? Dans l'affirmative, quand la demande d'informations a-t-elle été reçue et quand celles-ci ont-elles été fournies? Combien de contribuables figurent sur la liste? Combien d'entre eux sont des personnes physiques? Une demande d'informations a-t-elle déjà été envoyée aux contribuables concernés?

**10.03 Didier Reynders**, ministre (*en français*): L'Inspection spéciale des impôts (ISI) a bien reçu le 7 juillet, légalement et conformément aux dispositions en vigueur, des renseignements relatifs à plusieurs centaines de contribuables belges clients de la banque HSBC. Ces renseignements ont fait l'objet d'un examen approfondi et d'une analyse, à présent terminés, garantissant une approche juridique correcte et uniforme. Des explications complémentaires seront sous peu demandées aux intéressés. Il est prématuré d'avancer des chiffres.

(*En néerlandais*) Je demanderai à mon administration des chiffres ventilés sur le nombre de personnes morales et le nombre de personnes physiques. Je communiquerai les résultats dès que mon administration aura agi comme il se doit. C'est parfaitement conforme au traité avec la France.

**10.04 Dirk Van der Maelen** (sp.a): L'administration a donc reçu des informations le 7 juillet mais les contribuables n'ont toujours pas été contactés? Combien de personnes figurant sur la liste ont demandé une régularisation?

**10.05 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Je dois me renseigner à ce sujet.

La **présidente**: Nous transmettrons ce complément de réponse à la commission.

*L'incident est clos.*

La **présidente**: À sa demande, les questions n<sup>os</sup> 1488, 1489 et 1490 de M. Van der Maelen sont transformées en questions écrites.

#### **11 Questions jointes de**

- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les informations relatives à la fermeture de bureaux d'enregistrement" (n° 1470)
- **M. Theo Francken** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les informations relatives à la fermeture de bureaux d'enregistrement" (n° 1500)
- **M. Franco Seminara** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de fermeture de certains bureaux d'enregistrement" (n° 1554)

**11.01 Hagen Goyvaerts** (VB): Une réorganisation des bureaux de l'enregistrement serait en chantier. 67 bureaux fermeraient leurs portes. Quel est le calendrier de ce projet? Est-il exact que 48 bureaux devront fermer dès 2011? Quels seront les accords conclus avec le personnel? Comment le service au citoyen sera-t-il garanti? Où seront installés des centres d'information? Une opération identique est-elle envisagée pour les bureaux de la TVA et des contributions?

**11.02 Theo Francken** (N-VA): Quels sont les bureaux de l'enregistrement concernés? Des personnes seront-elles mutées?

**11.03 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Les conclusions du plan Coperfin comportent un volet sur le regroupement dans la perspective d'une réduction de personnel et d'une simplification.

Des mesures importantes ont déjà été prises dans les grands centres urbains sans aucune remise en cause du service au citoyen. J'aspire toujours à un service de qualité, proche du citoyen. J'ai demandé à mon administration d'être attentive à cet aspect essentiel du service du SPF Finances.

Certaines des études réalisées inquiètent un certain nombre de personnes. Aucun dossier concret ne m'a encore été soumis pour approbation. Les mutations ne peuvent intervenir que si le service local demeure garanti et après consultation des autorités communales, des organisations syndicales et des agents concernés. Il n'y a dès lors encore aucune certitude quant à d'éventuelles fermetures en 2011.

Les autres administrations de mon département seront soumises aux mêmes règles. Le département Services Multicanaux inclut déjà, outre un centre de contact, un centre d'information dans la Tour des

Finances et à la rue des Palais à Bruxelles.

Rien n'a encore été décidé concernant la localisation des autres centres d'information.

**11.04 Hagen Goyvaerts (VB):** L'organisation dans les grandes villes ne devrait pour ainsi dire pas poser de problèmes mais dans les petites localités, ce sera une autre paire de manches.

**11.05 Franco Seminara (PS):** Dans le contexte actuel, le service public a toute sa raison d'être.

*L'incident est clos.*

**12 Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le statut des accueillantes d'enfants à domicile" (n° 1440)**

**12.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!):** Le 23 novembre dernier, votre collègue Mme Milquet affirmait qu'un accord relatif au statut complet pour les accueillantes d'enfants était quasi intervenu avant que le gouvernement ne tombe (voir *Compte rendu analytique* 53 COM 45, p. 3-7).

Il s'agissait de l'octroi, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011, du statut complet de travailleur salarié pour les accueillantes d'enfants qui entreraient dans le système à partir de cette date, et de l'application de tous les droits de sécurité sociale. Ceci impliquait la conclusion d'un vrai contrat de travail, la perception d'un vrai salaire et la fixation d'un niveau de rétribution au moins égal au revenu minimum mensuel moyen garanti.

Mme Milquet affirmait qu'on avait imaginé ce système fiscal comme une indemnité de frais forfaitaires non imposable qui correspondait, en fait, à un remboursement de frais consentis par l'accueillante pour le compte de son employeur.

Confirmez-vous l'existence de ce quasi-accord au moment où le gouvernement est tombé? Êtes-vous prêt à reprendre la discussion? Est-il possible de l'examiner au Parlement?

**12.02 Didier Reynders, ministre (en français):** Il n'existait pas une, mais trois propositions sur la table quand le gouvernement est tombé. Il n'y avait pas d'accord en la matière et les discussions s'annonçaient encore longues. Il s'agit d'un dossier dans lequel toute une série de compétences s'entremêlent et qui nécessite la plus grande prudence.

Attribuer aux accueillantes un salaire net équivalent à une indemnité non imposable obligerait les Communautés à une dépense supérieure de plusieurs dizaines de millions d'euros.

Modifier le statut des accueillantes conventionnées aurait des conséquences directes sur le calcul de leur impôt final, donc une baisse de leur pouvoir d'achat.

Ce que prétend la ministre de l'Emploi sur mon quasi-accord quant à la mise en place d'un système fiscal de subside directe des Communautés via la mise en place d'une hypothétique dispense de précompte professionnel est totalement faux. Ce serait discriminatoire par rapport aux autres employés relevant de la même CCT et cela engendrerait un dérapage budgétaire au niveau fédéral. Il est curieux de prétendre à une subside des Communautés dans un domaine particulier au moment où se déroulent des négociations censées régler l'ensemble des relations financières entre l'État, les Communautés et les Régions d'une manière plus simple, harmonieuse et transparente.

La proposition qui a fait l'objet d'une démarche de la part de ma cellule fiscale visait à ce que le revenu mensuel minimum moyen garanti soit réparti en deux parties: 80 % de salaire et 20 % d'indemnités de frais propres à l'employeur. Le précompte professionnel aurait été calculé selon le barème ordinaire sur 80 %. L'indemnité n'est pas un revenu imposable et n'est donc pas précomptée. Les cotisations sociales,

personnelles et patronales auraient été calculées sur le revenu mensuel minimum moyen garanti.

*L'incident est clos.*

**13 Question de M. Hans Bonte au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la condamnation de Citibank par le tribunal correctionnel de Bruxelles" (n° 1443)**

**13.01 Hans Bonte** (sp.a): Voici deux semaines, Citibank a été condamnée pour avoir abusé les consommateurs dans le cadre de la vente de produits de placement de Lehman Brothers et pour avoir enfreint la loi sur le prospectus. Le ministre a annoncé naguère que la CBFA mènerait une enquête sur Citibank, parallèlement à celle de l'Inspection économique. Alors que Citibank a déjà été citée en justice et condamnée sur la base du dossier de l'Inspection économique, la CBFA n'a semble-t-il encore rien entrepris.

Quels sont les résultats de l'enquête de la CBFA? A-t-elle seulement prononcé une sanction sur la base de ses compétences en matière de surveillance et de contrôle des banques? J'ai la nette impression qu'on détourne délibérément le regard. Le ministre Van Quickenborne a déjà indiqué que Citibank devra dédommager à cent pour cent tous les clients qui ont conclu un accord de transaction, conformément à la peine prononcée par le juge.

Partagez-vous l'avis du ministre Van Quickenborne?

Il n'aura pas échappé au reste de l'Europe que Citibank a été condamnée sur la base d'une réglementation internationale qui est en vigueur dans tous les États membres européens. Cette réglementation, ce sont les directives MiFID. Citibank s'est livrée aux mêmes pratiques dans un certain nombre d'autres pays. Le ministre saisira-t-il l'occasion de la Présidence de l'Union européenne pour aborder ce problème-là aussi?

**13.02 Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Je présume que M. Bonte me pose cette question en sa qualité de parlementaire et non en tant qu'acheteur de produits Lehman Brothers. Je dis cela parce qu'à la page 102 du jugement, on trouve le nom de M. Bonte dans la liste des personnes préjudiciées. Je suis bien entendu disposé à répondre à toutes les questions que me pose le Parlement mais je ne suis pas compétent pour intervenir dans des litiges individuels opposant un parlementaire et une institution financière bien déterminée.

Je ne souscris pas à l'interprétation du jugement faite par M. Bonte. Ce jugement a trait aux infractions à la loi du 16 juillet 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés. En ce qui concerne ces infractions, je me réfère à l'audition volontaire du président de la CBFA devant le tribunal correctionnel. C'est le président de la CBFA lui-même qui a indiqué qu'il y avait des indices d'infractions à cette loi. Ainsi, le tribunal adhère-t-il au raisonnement exposé par le président de la CBFA.

Ce jugement ne porte pas atteinte aux sanctions administratives que la CBFA pourrait appliquer pour non-respect des obligations réglementaires du point de vue administratif en tenant toutefois compte du principe selon lequel l'on ne peut être sanctionné deux fois pour les mêmes faits. Les procédures administrative et judiciaire sont des procédures différentes. Compte tenu du secret professionnel de la CBFA, je ne puis me prononcer sur les procédures en cours devant une autorité indépendante et non parastatale telle que la CBFA. Au demeurant, le tribunal correctionnel a indiqué lui-même que la CBFA n'est pas compétente sur la base de la loi sur les pratiques du commerce et le président de la CBFA l'a souligné lui-même à plusieurs reprises.

En ma qualité de ministre, je ne puis me mêler des conséquences de ce jugement pour les dirigeants de Citibank. La CBFA devra réexaminer la fiabilité professionnelle des intéressés en prenant en considération les exigences en matière de fiabilité professionnelle des dirigeants d'institutions bancaires qui découlent des articles 18 et 26*bis* de la loi sur les banques du 22 mars 1993. Si la CBFA devait décider qu'une personne ne satisfait plus aux conditions relatives à la fiabilité professionnelle, il en découlerait inéluctablement que cette personne ne pourrait plus participer à la direction d'une institution de crédit ou d'une autre institution soumise à ce qu'on appelle un statut de contrôle prudentiel.

À ma demande, le Conseil Ecofin a adapté les règles relatives aux offres publiques en ce sens qu'une offre

est désormais considérée comme une offre publique – impliquant dès lors la publication d'un prospectus – lorsque le niveau de la contrepartie se situe entre 50.000 et 100.000 euros par investisseur. Cette disposition revêt une importance particulière puisqu'il apparaît que dans certains dossiers tels que celui de Citibank, des coupures de 50 000 euros ont été émises précisément dans le but d'échapper à l'obligation d'éditer un prospectus.

La loi Twin Peaks confère de nouvelles compétences à la CBFA, en particulier sur le plan de la traçabilité des produits financiers. Ces nouvelles compétences correspondent aux missions imparties à l'AEMF, la nouvelle autorité européenne, qui sera compétente pour interdire, sous certaines conditions, la commercialisation de produits considérés comme toxiques.

**13.03 Hans Bonte** (sp.a): Il est incroyable que le ministre suggère dans sa réponse qu'il existe une relation particulière entre Citibank et moi. Il s'agit non seulement d'une infraction à la loi sur la protection de la vie privée mais aussi d'une erreur puisqu'il s'agit d'un homonyme. Je déplore le ton du ministre, tout comme le fait qu'il ait fouillé le dossier beaucoup plus en détail que ce que lui autorise sa compétence. Je m'informerai dès lors sur les démarches qui peuvent être entreprises.

Dans ce dossier, le ministre est un peu victime du manque d'engagement de la CBFA. Nous constatons que la CBFA demande de ne plus exercer le contrôle. Toutes les possibilités de sanction existent pour intervenir administrativement à titre préventif, indépendamment de la décision judiciaire. Les services d'inspection de M. Van Quickenborne font de l'excellent travail en la matière. La CBFA omet d'intervenir et nous rend ridicules.

*L'incident est clos.*

**14 Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le régime fiscal des provisions techniques des entreprises d'assurance" (n° 1481)**

**14.01 Christian Brotcorne** (cdH): Jusqu'à la fin des années 90, les provisions techniques des entreprises d'assurance étaient soumises à de simples circulaires de l'administration. On a alors ajouté un article 194**bis** au Code des impôts sur le revenu, pour préciser que "ces provisions techniques (...) sont exonérées dans les limites et aux conditions déterminées par le Roi". Un arrêté royal a été pris, qui ne visait cependant que deux provisions techniques dans ses articles 73/1 à 73/4.

Il subsiste d'autres types de provisions utilisées par les entreprises d'assurance, et diverses possibilités d'application ou d'interprétation de régime fiscal. La première résulte de deux circulaires de votre administration qui considèrent qu'il faut adopter la position commune pour toutes les provisions qui deviennent imposables au sens de l'article 25, 5°, du CIR 92. La deuxième résulte de la décision du tribunal de première instance de Namur, qui considère que ces provisions techniques n'obéissent à aucune condition de limitation légale ou réglementaire et sont donc exemptées d'impôt. Enfin, on ne peut exclure que les provisions techniques non réglées par arrêté royal relèveraient encore des anciennes dispositions administratives.

Il faut faire la clarté sur le statut fiscal de ces provisions. Cette question vise pas mal d'entreprises et un grand pan stratégique de notre économie. Qu'en est-il donc?

**14.02 Didier Reynders**, ministre (*en français*): Bien que les provisions techniques des entreprises d'assurance soient spécifiques à ces entreprises, elles sont en principe considérées comme imposables, conformément à l'article 25, 5°, du CIR 92. L'article 194**bis** du CIR prévoit néanmoins que les provisions techniques des entreprises d'assurance peuvent être exonérées dans les limites et aux conditions fixées par le Roi. Actuellement, les provisions techniques non visées aux articles 73.1 à 73.4 de l'arrêté royal d'exécution du CIR 92, les provisions pour égalisation et catastrophe et les provisions pour prime non

acquise, doivent toujours être considérées comme des réserves imposables.

L'administration a introduit un recours contre le jugement du tribunal de première instance de Namur du 5 février 2007.

**14.03 Christian Brotcorne** (cdH): J'en déduis que ce jugement n'est toujours pas définitif. S'il devait se confirmer, vous vous trouveriez dans une situation difficile.

**14.04 Didier Reynders**, ministre (*en français*): On attendra la décision de la cour d'appel.

**14.05 Christian Brotcorne** (cdH): En revanche, vous excluez l'hypothèse de revenir aux anciennes dispositions administratives. Vous faites référence à l'article 25, 5°, du CIR. Donc, c'est taxable.

*L'incident est clos.*

**15 Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "une réforme éventuelle des intérêts notionnels" (n° 1569)**

**15.01 Guy Coëme** (PS): Certaines grandes entreprises usent et abusent du mécanisme des intérêts notionnels pour éviter l'impôt. Nous pensons que ce mécanisme doit être revu. Selon M. Colmant, il serait relativement aisé de diminuer son coût d'au moins 50 % tout en instaurant un système plus juste.

J'ai été quelque peu étonné par ses paroles. Seriez-vous favorable à l'instauration de correctifs en matière d'intérêts notionnels? Quelles pourraient être les solutions à apporter? Ne serait-il pas plus logique de ne déduire les intérêts notionnels que sur la base des bénéfices réellement réinjectés dans l'entreprise et non sur les bénéfices distribués aux actionnaires?

Quels sont les taux appliqués actuellement? Quel serait le coût budgétaire si le taux utilisé était, comme le propose M. Colmant, le taux d'intérêt allemand?

**15.02 Didier Reynders**, ministre (*en français*): Le système de déduction pour capital à risque a joué un rôle positif dans l'économie de nos entreprises en favorisant leur capitalisation. Je suis ouvert à la discussion sur toute proposition d'amélioration, toutefois, en affaires courantes, il n'est pas opportun que le gouvernement prenne des mesures d'une telle ampleur.

Je me réjouis que l'on cite beaucoup les idées de M. Colmant, mon ancien chef de cabinet au sein du Parlement.

Le taux d'intérêt applicable est fixé en tenant compte de la moyenne des indices de référence J obligations linéaires dix ans, publiés mensuellement par le Fonds des rentes tel que visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire pour la pénultième année précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition. Ce taux applicable ne peut, pour chaque exercice d'imposition visé, s'écarter de plus d'un point du taux appliqué au cours de l'exercice d'imposition précédent.

Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, décider de ne pas appliquer cette limite et fixer un autre taux, limité par le taux correspondant à l'indice de référence J obligations linéaires dix ans de la pénultième année précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition. Le taux déterminé ne peut toutefois être supérieur à 6,5 %.

Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, déroger à ce dernier plafond.

Pour les sociétés considérées comme "petites sociétés" pour l'exercice d'imposition lié à la période imposable au cours de laquelle elles ont bénéficié de la déduction pour capital à risque, le taux déterminé est majoré d'1/2 point.

Pour les exercices d'imposition 2011 et 2012, l'article 132 de la loi-programme du 23 décembre 2009 réduit le plafond au taux de 3,80 %. Le taux de déduction pour l'exercice d'imposition 2011 a ainsi été limité à 3,80 %, 4,30 % pour les PME (1/2 point en plus). Le taux pour l'exercice d'imposition 2012 devrait avoisiner les 3,40 %, 3,90 % pour les PME.

Je pourrais charger mon administration d'estimer les conséquences des modifications de certaines modalités, mais ce serait plutôt la tâche d'un gouvernement de plein exercice. Toutefois, je vais demander qu'on vous fasse parvenir le calcul réalisé lorsqu'on a fait la réduction à 3,80 %.

**15.03** **Guy Coëme** (PS): Je n'insiste pas aujourd'hui. Nous reviendrons évidemment sur ce sujet.

*L'incident est clos.*

La **présidente**: La question n° 1528 de Mme Boulet est reportée et les questions n<sup>os</sup> 1558 de Mme Fonck et 1593 de M. Gilkinet sont transformées en questions écrites.

**16** **Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le délabrement du Jardin botanique de Meise" (n° 1633)**

**16.01** **Veerle Wouters** (N-VA): Il a été décidé en 2001 de céder le Jardin botanique de Meise à la Communauté flamande mais cette décision ne s'est toujours pas concrétisée dans les faits. Depuis 2001, les investissements consentis dans le Jardin botanique sont pour ainsi dire inexistant, d'où de nombreux problèmes au niveau de l'infrastructure.

La cession pose-t-elle problème? Quelles adaptations la Régie des Bâtiments a-t-elle réalisées au cours de la dernière décennie? Le gouvernement fédéral envisage-t-il d'encore accorder une aide financière?

**16.02** **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement fédéral a déjà tenté à plusieurs reprises de dégager une solution au Comité de concertation, mais les Communautés n'arrivent pas à un compromis.

Conformément à la décision du Comité de concertation du 21 avril 2004, la Régie des Bâtiments a préfinancé la rénovation de quelques serres à concurrence de 1,5 million d'euros. Lors du transfert, la Communauté flamande devra rembourser cette somme.

En raison du transfert imminent, l'Inspection des Finances autorise uniquement la réalisation des travaux de sécurité et de conservation les plus urgents.

La Communauté flamande a procédé au remplacement de deux chaudières en régie propre.

Au cours de cette décennie, la Régie des Bâtiments a assumé plus de 5,2 millions de dépenses. L'inventaire des travaux à effectuer, établi à l'époque, reste valable. Les négociations menées actuellement entre les sept partis résoudront peut-être la question du transfert à la Communauté flamande.

**16.03** **Veerle Wouters** (N-VA): Il est regrettable que la cession du domaine prenne autant de temps avec comme conséquence la perte d'une formidable richesse naturelle. J'espère que les négociations déboucheront rapidement sur des résultats. Pourquoi le gouvernement fédéral ne peut-il plus consentir d'efforts? La Flandre a déjà investi 2,5 millions.

**16.04** **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Il n'y a pas d'accord sur la cession.

*L'incident est clos.*

*La réunion publique est levée à 18 h 30.*

De behandeling van de vragen vangt aan om 16.23 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

**01 Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de verzekeringsproblematiek bij interventies door de brandweer" (nr. 663)**

**01.01 Maya Detiège** (sp.a): Bij een interventie van de brandweer wordt er soms schade aan derden veroorzaakt. De wet bepaalt dat de betrokken stad aansprakelijk is voor dergelijke schade, tenzij er sprake zou zijn van bedrog, zware schuld of een vaak voorkomende lichte fout. De stad Antwerpen heeft zich dan ook verzekerd voor burgerlijke aansprakelijkheid, maar de verzekeringsmaatschappij heeft al geweigerd een aantal schadegevallen te vergoeden en baseert zich daarvoor op een heersende rechtspraak, die stelt dat er in dergelijke gevallen geen sprake is van een fout en dus ook niet van aansprakelijkheid. Kan men bijvoorbeeld geen fonds oprichten voor dit soort vergoedingen of de schadegevallen verplicht laten opnemen in de brandverzekeringspolissen?

Is de minister op de hoogte van deze problemen? Hoe staat het met de discussie om de brandverzekering te verplichten? Hoe vermijden we dat verzekeraars een uitgekeerde schadevergoeding naderhand verhalen op de brandweer of de overheden?

**01.02 Minister Didier Reynders** (Nederlands): De aansprakelijkheidsverzekeraar moet de verzekeringnemer vrijwaren tegen aanspraken van derden en desgevallend bij aansprakelijkheid van zijn verzekeringnemer de schade vergoeden binnen de afgesproken grenzen. In dit geval is het de verzekeraar Ethias die stelt dat haar verzekeringnemer, de stad Antwerpen, niet aansprakelijk is voor de aangerichte schade omdat de brandweer geen fouten heeft gemaakt. Gaat de schadelijder hiermee niet akkoord, dan moet hij de betrokken partijen voor de rechtbank dagen. Uiteindelijk is ofwel de stad en haar brandweer aansprakelijk voor de schade en zal Ethias de uitgekeerde schadevergoeding aan de brandverzekerder moeten terugbetalen, ofwel is er afwezigheid van aansprakelijkheid en dan is geen verhaal mogelijk. Mijn initiatief in de brandverzekering is absoluut niet bedoeld om in deze problematiek tussenbeide te komen.

**01.03 Maya Detiège** (sp.a): De verzekeringsmaatschappij zegt dat de brandweer nooit iets fout doet, de stad zegt dat zij de schade wel wil vergoeden, maar dat niet mag omdat de verzekeringsmaatschappij zegt dat er geen fout is gemaakt. De minister zegt dat een wettelijke discussie maar moet uitgevochten worden in de rechtbank. Moet men dan niet in een aanpassing voorzien in de wetgeving?

**01.04 Minister Didier Reynders** (Nederlands): Er is geen sprake van verandering met een dergelijke verbintenis.

*Het incident is gesloten.*

**02 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "hypothecaire leningen van 40 jaar" (nr. 1272)**

**02.01 Peter Logghe** (VB): Nadat er de vorige jaren al een trend merkbaar was naar hypothecaire leningen met een looptijd van 30 jaar, biedt één Belgische bank nu ook al een lening met een looptijd van 40 jaar aan. Een lening op 40 jaar valt natuurlijk een pak duurder uit voor de klant. Kunnen banken niet verplicht worden om de klant hiervoor te waarschuwen? Kan de overheid die taak misschien op zich nemen?

Bij zeer lange leningen wordt de eerste tien jaar vooral rente afgelost en amper kapitaal. Kunnen de banken worden verplicht om met annuïteiten te werken, zodat na tien jaar toch een vierde van het kapitaal is afgelost?

Ook de schuldsaldoverzekering vormt een probleem omdat het risico van overlijden in een periode van



40 jaar groter is. Zal de schuldsaldoverzekering daardoor niet onbetaalbaar worden?

**02.02** Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Een hypothecair krediet op 40 jaar is een recent fenomeen en wordt slechts door een aantal kredietverstrekkers aangeboden. Voor mensen met een laag inkomen is deze mogelijkheid soms de enige manier om een eigendom te verwerven, maar er rijzen toch vragen. Vooral over de mogelijkheid van risico-overdracht op volgende generaties zal een regering – met volle bevoegdheid – zich grondig moeten buigen.

Volgens de wet op het hypothecair krediet moet elke kredietvorm in de prospectus aan de klant worden toegelicht met een concreet becijferd voorbeeld. De kredietaanvrager ontvangt een aflossingsplan, zodat hij goed op de hoogte is van de intrestlast en het verschuldigd saldo na elke betaling.

De premie van een schuldsaldoverzekering wordt bepaald aan de hand van tal van factoren, niet alleen de leeftijd. Ik ben niet op de hoogte van specifieke klachten over het leeftijdsgebonden karakter van de premie.

**02.03** **Peter Logghe** (VB): Het fenomeen bestaat nog maar net in België, het is dus logisch dat de minister nog niet wordt overstelpt met klachten. Het risico van mensen die uiteindelijk hun lening niet meer zullen kunnen betalen, is reëel. Dit kan op termijn de hele markt vergiftigen.

*Het incident is gesloten.*

**03** **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Steven Vandeput** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de rulingcommissie" (nr. 1081)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de rullingdienst" (nr. 1338)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de dienst Voorafgaande Beslissingen" (nr. 1422)

**03.01** **Steven Vandeput** (N-VA): Op 7 oktober heeft de Raad van State de benoeming van drie Nederlandstalige leden van de dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken geannuleerd door een gebrek aan motivering. Een nieuw KB van de minister kreeg geen goedkeuring van de ministerraad. Gisteren heb ik in de pers vernomen dat de aanstelling eerstdaags zou gebeuren. Wanneer zal de dienst effectief weer beslissingen kunnen nemen?

Ondertussen ging de voorzitter van de rulingcommissie, mevrouw Véronique Tai, van 30 oktober tot 6 november op een achtdaagse cruise met achttien uur opleiding. Een rondzendbrief over het deontologisch kader voor federale ambtenaren bepaalt dat ambtenaren voordelen moeten vermijden die de onpartijdige en objectieve uitoefening van hun ambt kunnen beïnvloeden. Als ambtenaren vermoeden dat er sprake zou kunnen zijn van een belangenconflict, dan moeten zij hun meerdere daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen.

Was de minister vooraf op de hoogte van die deelname aan de cruise? Is hij van mening dat er mogelijk een belangenconflict ontstaan is? In hoeverre vindt hij dat de voorzitter van de rulingcommissie haar taak voortaan nog neutraal zal kunnen vervullen? Hoe zullen dergelijke voorvallen in de toekomst worden vermeden?

**03.02** **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Heeft mevrouw Tai verlof genomen voor de dagen dat ze niet op het werk aanwezig was? Klopt het dat haar partner haar tijdens de cruise vergezelde? Werd zijn reis ook betaald door de organisatoren? Mevrouw Tai zegt in *De Tijd* dat er geen deontologisch probleem is, omdat het niet over klanten van haar gaat. Blijkbaar ziet zij belastingplichtigen dus als klanten. De cruise werd georganiseerd en betaald door een organisatie van belastingraadgevers. De deelnemers waren overwegend belastingconsulenten en boekhouders, waarmee zij ongetwijfeld in contact zal komen op haar werk.

In een eerder antwoord zei de minister dat kosten voor de reis van de partner en ook buitensporige reis- en verblijfkosten niet fiscaal aftrekbaar zijn als beroepskosten. Wat wordt er echter als buitensporig beschouwd? Is het organiseren van een vorming van achttien uur die een verplaatsing met een vliegtuig vergt en

plaatsvindt op een cruiseschip niet buitensporig? Zouden de diensten van de minister niet beter contact opnemen met het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten (IAB) om te vragen op welke manier deze reis gefactureerd wordt aan de deelnemers?

Een van de aanbevelingen in het laatste rapport van het IMF is om te besparen op de aftrekmogelijkheden die in ons land bestaan. Ik denk dat we in dit dossier een voorbeeld kunnen stellen en een aantal grenzen moeten vastleggen. Een vorming op een enorm luxueuze manier organiseren en daarvan dan ook nog een deel kunnen aftrekken van de belastingen, dat vind ik buitensporig.

**03.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): De voorzitter van het College van de dienst Voorafgaande Beslissingen was de stergenodigde van een symposium aan boord van een cruiseschip tijdens het allerheiligenverlof. Dat 'drijvend' symposium was georganiseerd door de Franstalige beroepsvereniging van boekhouders en fiscalisten (OECBB) en de vzw *Institut d'Administration des Entreprises*. De reclame op internet was trouwens heel aantrekkelijk.

Dat een administratie ruchtbaarheid geeft aan haar werking is een goede zaak. Dat ze dat doet in een dergelijk kader, doet deontologische vragen rijzen over de nodige afstand die moet worden bewaard tussen een fiscale overheidsdienst en de belastingplichtigen, maar ook over de onafhankelijkheid van de administratie ten opzichte van derden. Dit moet ook worden gezien binnen de context van de vernietiging door de Raad van State van de benoeming van de Nederlandstalige leden van de DVB.

Was de voorzitter in kwestie op missie tijdens het symposium aan boord van het cruiseschip? Heeft zij voor haar deelname betaald? Bent u van oordeel dat het deelnemen aan een dergelijke cruise overeenstemt met de juiste afstand die een hooggeplaatst ambtenaar dient te bewaren ten opzichte van bedrijven en particulieren? Werd er geen deontologische fout gemaakt, aangezien de betrokkene zich moet uitspreken over verzoeken die door accountants worden ingediend? Moeten dergelijke informatiesessies niet op meer neutrale plekken plaatsvinden? Ten slotte, hoe staat het met de aanwijzing van de Nederlandstalige leden van het College van de DVB?

**03.04 Minister Didier Reynders** (Nederlands): Op de ministerraad van 9 december 2010 hebben we een beslissing genomen over de Nederlandstalige leden van de rulingcommissie. Die beslissing zal gepubliceerd worden na de normale procedure voor herbenoeming van de drie Nederlandstalige leden van de rulingcommissie.

(Frans) De beslissing om deel te nemen aan seminars valt onder de bevoegdheid van de administratie. Dit symposium werd overigens georganiseerd door twee erkende beroepsverenigingen, de *Ordre des experts-comptables et comptables brevetés de Belgique* en het *Institut d'Administration des Entreprises*. De organisatoren wilden de DVB meer bekendheid geven. Deze samenwerking tussen beroepsverenigingen en administratie wordt aangemoedigd en is in 2004 het onderwerp van een samenwerkingsakkoord geweest. De verantwoordelijkheid voor de keuze van de locatie voor het symposium en de wijze waarop het werd georganiseerd, ligt bij de organisator.

De administratie dient het fiscale aspect van dit dossier te behandelen zoals dat gebeurt voor elke andere belastingbetaler.

Ik vermeld ten slotte dat de personeelsleden van mijn departement regelmatig worden herinnerd aan de gevaren van belangenconflicten. Opperen dat de DVB fraudemechanismen zou gedogen, is bijzonder beledigend voor de personeelsleden van deze dienst. Daarom laat de dienst weten dat hij elk jaar een activiteitenverslag indient bij het Parlement. Ik benut deze gelegenheid om u het verslag van 2009 te overhandigen. Interessant zijn de hoofdstukken met betrekking tot de geweigerde dossiers of de dossiers waarvoor de dienst een wetgevend ingrijpen wenselijk acht.

**03.05 Steven Vandeput** (N-VA): Er worden hier heel wat paraplu's opengetrokken. Het is niet zo dat alles perfect in orde was. Het is bijvoorbeeld niet duidelijk of de betrokkene vergezeld was van haar partner of van een hele familie op de bewuste cruise. Het was zeker geen symposium waarop internationale kennis werd bijeengebracht. Het ging om een groepje vrienden dat op vakantie is vertrokken en tussendoor achttien uur opleiding in het vakantieschema heeft ingepast.

De minister heeft ook niet meegedeeld of hij van de feiten op de hoogte was. Uit zijn antwoord leid ik af dat hij meent dat mevrouw Tai met de nodige neutraliteit haar ambt kan uitoefenen. Ik heb hierover een andere mening. De minister blijft in gebreke als hij, zelfs als lid van een regering in een periode van lopende zaken, ten overstaan van mevrouw Tai niet de gepaste maatregelen neemt.

**03.06 Dirk Van der Maelen** (sp.a): Het is ook nog steeds niet duidelijk of mevrouw Tai voor die drie werkdagen verlof heeft genomen en of haar partner haar heeft vergezeld. Die partner is een kabinetsmedewerker van de minister. Het verbaast mij dus niet dat de minister de zaak afschuift naar de administratie, want hij heeft in het verleden deontologisch al ergere dingen gedaan.

Ook de manier waarop het IAB en het *Institut d'Administration des Entreprises* de kosten zullen factureren en aftrekken is nog steeds onduidelijk.

**03.07 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): U dekt die praktijken gewoon toe en u beantwoordt geen enkele vraag. De houding van die hooggeplaatste ambtenaar vraagt toch minstens om een reactie van de minister.

De DVB kan nuttig zijn om de belastingplichtigen gerust te stellen, maar als die dienst zijn medewerking verleent om in het kader van een cruise de beste manier te vinden om de belasting te ontwijken, is dat geen wenselijke situatie. Krijgt de DVB kritiek? Daar vraagt die dienst ook wel een beetje om door zo te werk te gaan.

Dat u er zich van afmaakt met het voorlezen van het antwoord van uw dienst, is veelzeggend voor uw bereidheid om orde op zaken te stellen. Ik betreur dat!

*Het incident is gesloten.*

#### **04 Samengevoegde vragen van**

- de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de richtlijn voor administratieve samenwerking met het oog op de bestrijding van belastingfraude" (nr. 1450)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het akkoord van de Ecofin over de ontwerprichtlijn met betrekking tot de administratieve samenwerking tussen belastingdiensten" (nr. 1553)
- mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de ontwerprichtlijn die op 7 december 2010 door de Ecofin-Raad werd goedgekeurd" (nr. 1620)

**04.01 Guy Coëme** (PS): De besprekingen over de richtlijn voor administratieve samenwerking met het oog op de bestrijding van belastingfraude sleepten maanden aan voor het tot een akkoord kwam.

Wat houdt die richtlijn in? Klopt het dat het toepassingsgebied van de richtlijn sterk werd ingekrompen en dat u zelfs verder ging dan door Oostenrijk en Nederland gevraagd werd? Beide landen bleken nauwelijks bereid tot toegevingen.

Werden de dividenden en de meerwaarden uit het toepassingsgebied geschrapt? Zo ja, om welke reden? Verliest een dermate uitgeholde richtlijn niet veel van haar betekenis?

**04.02 Hagen Goyvaerts** (VB): Op 8 december 2010, de dag nadat de minister binnen de Ecofin-Raad een akkoord had bereikt over de ontwerprichtlijn met betrekking tot de administratieve samenwerking tussen belastingdiensten, werd blijkbaar ook een akkoord bereikt in verband met het uitwisselen van bankgegevens tussen de EU-lidstaten. Er komt een intensievere samenwerking tussen de lidstaten op basis van een al dan niet automatische uitwisseling van gegevens.

Wat zijn de krachtlijnen van dat akkoord? Klopt het dat een lidstaat die inlichtingen moet verstrekken niet verplicht kan worden om onderzoeken te verrichten wanneer de nationale wetgeving de daarvoor nodige onderzoeken voor eigen gebruik niet toestaat? Klopt het dat het opvragen van inlichtingen bij een financiële instelling niet kan ingeroepen worden als reden om het verstrekken van de inlichtingen aan een andere lidstaat te weigeren? Vervalt het bankgeheim? Sluit onze wetgeving voldoende aan bij de internationale

ontwikkelingen inzake het verwerven en uitwisselen van fiscale gegevens en komt er eventueel een regeling daaromtrent?

**04.03 Veerle Wouters (N-VA):** Op 7 december 2010 werd blijkbaar een akkoord bereikt binnen die Ecofin-Raad. In hoeverre werd het Belgische voorstel tot wijziging van de meestbegunstigingsclausule door de Ecofin-Raad aanvaard? Welke tekst werd overeengekomen in verband met de meestbegunstigingsclausule, opgenomen als artikel 18 in het voorstel van richtlijn? Zal de richtlijn tot gevolg hebben dat de verregaande toegevingen, zoals opgenomen in het dubbelbelastingverdrag tussen België en de Verenigde Staten, ook moeten worden toegekend aan de andere EU-lidstaten? Zijn hieraan voorwaarden verbonden? Zo ja, welke?

**04.04 Minister Didier Reynders (Frans):** De ontwerprichtlijn omvat alle belastingen die op alle beleidsniveaus in de lidstaten worden geïnd, met uitzondering van belastingen waarvoor reeds andere communautaire instrumenten werden ontwikkeld (btw, douanerechten, accijnzen). De uitwisseling van informatie kan automatisch, spontaan of op verzoek gebeuren, en de ambtenaren van een lidstaat kunnen meewerken aan fiscale onderzoeken in een andere lidstaat. Er zullen bankgegevens worden uitgewisseld maar het zal onmogelijk zijn om naar informatie te 'vissen'. Vanaf 2015 zal elke lidstaat automatisch informatie meedelen over lonen, bezoldigingen van bestuurders, levensverzekeringsproducten, pensioenen en onroerende inkomsten. De Commissie zal vóór 1 juli 2017 verslag uitbrengen over de werking van de richtlijn en zal indien nodig voorstellen dat ze wordt uitgebreid tot andere inkomsten, zoals meerwaarden, dividenden en auteursrechten.

Eind 2009 werd het samenwerkingsakkoord geblokkeerd door Oostenrijk en Luxemburg, dat er evenwel mee heeft ingestemd om vanaf 2014 informatie uit te wisselen over de lonen en pensioenen van niet-ingezetenen.

Er werd voor een fasering naargelang van de inkomsten gekozen, teneinde eensgezindheid te bereiken en de uitwisseling van informatie daadwerkelijk te kunnen aanvaarden. Het was nuttig om de zaak weer op de rails te krijgen.

*(Nederlands)* Wat de tweede vraag van de heer Goyvaerts betreft, moet ik bevestigend antwoorden voor zover het de automatische uitwisseling van inlichtingen betreft. Wanneer het gaat om uitwisseling van inlichtingen op verzoek, moet ik ontkennend antwoorden. Een Staat zal niet kunnen weigeren om de gevraagde inlichtingen te verstrekken onder het voorwendsel dat hij die inlichtingen niet kan gebruiken voor zijn eigen belastingen.

Voor de derde vraag is het antwoord bevestigend. Wat de vierde vraag betreft, de richtlijn vereist enkel dat het Belgisch recht de uitwisseling van bankgegevens toelaat. Ze vereist geen totale opheffing van de vertrouwelijkheid van die gegevens.

Om de uitwisseling van bankgegevens op verzoek mogelijk te maken moet artikel 318 WIB worden gewijzigd. Het ontwerp van wet wordt momenteel onderzocht. Op grond van artikel 318 zijn de banken niet verplicht om aan de belastingadministratie inlichtingen over hun klanten te verstrekken. Daarop zijn er evenwel twee uitzonderingen: de spaarrichtlijn waardoor de Belgische banken vanaf 1 januari 2010 verplicht zijn om aan de Belgische belastingadministratie inlichtingen te verschaffen over inkomsten uit spaargelden die in België worden ontvangen door inwoners van de 26 andere lidstaten en het belastingverdrag van 27 november 2006 met de VS. Artikel 25 van dat verdrag regelt de uitwisseling van bankgegevens op verzoek. Belgische banken moeten aan de Belgische belastingadministratie de inlichtingen verstrekken die door de Amerikaanse belastingadministratie worden gevraagd met betrekking tot wie in de VS belastingplichtig is.

Tijdens de Ecofin-Raad van 7 december 2010 heb ik een compromis over het voorstel van richtlijn inzake administratief samenwerken op fiscaal gebied kunnen afdwingen. Daarin herneemt artikel 18 van het voorstel van richtlijn de tekst die ik op 24 november 2010 heb meegedeeld in antwoord op de vraag nr. 1161 van mevrouw Wouters.

België kan dus niet weigeren met andere lidstaten die daarom verzoeken akkoorden te sluiten die voorzien in een even uitgebreide administratieve samenwerking als deze in het kader van het dubbelbelastingverdrag tussen België en de VS.

(Frans) Men kan ervan uitgaan dat het glas halfvol is of halfleeg, maar er moest een akkoord worden bereikt.

**04.05** **Guy Coëme** (PS): Ik begrijp dat eenparigheid vereist is, maar ik ben bijzonder teleurgesteld door de uitsluiting van de dividenden en de meerwaarden en door het uitstel van een mogelijke herziening tot 2017.

**04.06** **Hagen Goyvaerts** (VB): De uitvoering van de richtlijn zal nog niet voor morgen zijn. Ondertussen kunnen belastinginspecteurs vanuit het buitenland vlotter bankgegevens opvragen over belastingplichtigen dan de binnenlandse inspecteurs. Bovendien krijgt België een soort geïsoleerde status inzake de automatische uitwisseling van gegevens binnen Europa. Wij zijn benieuwd naar het wetsontwerp.

**04.07** **Veerle Wouters** (N-VA): Het verheugt mij dat de minister zijn tekst heeft kunnen handhaven in de Ecofin-Raad, maar het is zeker dat de beslissingen die nu genomen worden verregaande gevolgen zullen hebben voor de volgende regering.

*Het incident is gesloten.*

**05** **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de lessen die getrokken moeten worden en de gevolgen die dienen te worden gegeven aan de uitspraak van 10 december in de zaak-KB Lux" (nr. 1589)

- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de lessen die getrokken moeten worden en de gevolgen die dienen te worden gegeven aan de uitspraak van 10 december in de zaak-KB Lux" (nr. 1594)

**05.01** **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Het gaat om dezelfde vraag, enkel het nummer verschilt.

Op 10 december verklaarde de twaalfde kamer van het hof van beroep te Brussel de stukken waarop het openbaar ministerie zich in het kader van het KB Lux-dossier baseerde, onontvankelijk. Volgens het hof waren de vervolgingen ten aanzien van de beklaagden onontvankelijk en de uitspraak in eerste aanleg werd dus bevestigd.

Ik hoorde graag uw reactie. Welke bedragen misloopt de Belgische Staat hierdoor? Welke argumenten voerde de advocaat van de Belgische Staat aan? Hoe werden ze aangepast om rekening te houden met de uitspraak in eerste aanleg?

Is de Belgische Staat van plan om cassatieberoep aan te tekenen? Wat zijn de financiële gevolgen van dit arrest voor de Belgische Staat?

**05.02** Minister **Didier Reynders** (Frans): Aangezien het hof van beroep de uitspraak in eerste aanleg bevestigt, blijven de gevolgen voor de Belgische Staat onveranderd in vergelijking met wat ik u op 13 januari 2010 heb meegedeeld (zie *Beknopt Verslag* 52 COM 750, blz. 14-17).

Ik maakte een duidelijk onderscheid tussen de indrukwekkende resultaten die mijn administratie behaalde op fiscaal vlak, en de schadeloosstelling die ik als burgerlijke partij had geëist en die *ex aequo et bono* werd vastgesteld. De bijkomende werklust en de verstoring van de organisatie van de werkzaamheden dienden volgens mij gecompenseerd te worden. Het hof van beroep heeft uiteraard geen uitspraak kunnen doen over deze burgerlijke schade, omdat de strafvordering als onontvankelijk werd beschouwd.

Wat het indienen van een cassatieberoep betreft, zullen de raadslieden van mijn diensten eerst de beslissing van het hof van beroep bestuderen vooraleer ze me een voorstel doen. De uitspraak heeft niet betrekking op de evaluatie van de prestaties van de belastingdiensten, maar op die van de gerechtelijke autoriteiten.

Op fiscaal vlak herinner ik eraan dat we, ook al wil u daar geen rekening mee houden, alle bedragen die we op 13 januari 2010 opgesomd hebben, hebben kunnen recupereren.

**05.03** **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik zal ook de minister van Justitie ondervragen. We moeten de nodige besluiten trekken over de manier waarop de justitiële en belastingdiensten dit dossier behandeld

hebben en over de manier waarop we fiscale fraude kunnen bestrijden. Daartoe zal ik mij blijven baseren op de resultaten van de onderzoekscommissie.

*Het incident is gesloten.*

**06 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de btw op eenmalige transacties en de compensatie van de gevolgen daarvan voor de gewestbegrotingen" (nr. 1595)**

**06.01 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Naar aanleiding van een arrest van het Europese Hof van Justitie heeft de federale regering beslist dat er vanaf 1 januari 2011 btw geheven wordt op de verkoop van terreinen die samen verkocht worden met een nieuw gebouw.

In 2008 verzetten het Brussels en het Vlaams Gewest zich tegen die hervorming, omdat hun inkomsten uit registratierechten daardoor fors zouden dalen (27 miljoen voor het Vlaams Gewest, 15 miljoen voor het Brussels Gewest en 8,5 miljoen voor het Waals Gewest) en de aankoopkosten voor de toekomstige eigenaars zouden stijgen.

De heer Clerfayt deelde mij mee dat de nodige berekeningen werden uitgevoerd en dat er besprekingen werden gevoerd over die maatregel. Hoeveel nieuwe inkomsten zou die maatregel naar schatting opleveren voor de federale Staat? Welk aandeel is afkomstig van transacties in het Waals, respectievelijk het Brussels en het Vlaams Gewest? De Gewesten zouden kunnen besluiten om hun registratierechten af te schaffen en om een compensatieregeling te vragen. Hoe ver staan de besprekingen daaromtrent met elk van de Gewesten? Welke verbintenissen is de federale Staat ter zake aangegaan en hoeveel zouden de compensaties bedragen?

**06.02 Minister Didier Reynders** (Frans): Ik bevestig dat de studie aan de gang is. Ik zou de resultaten vrij snel moeten krijgen.

Wat de financiële relatie tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen betreft, veronderstel ik dat u de onderhandelaars die ons heel binnenkort een nieuw, eenvoudig, transparant en efficiënt mechanisme zullen voorstellen, op de hoogte gebracht hebt, en rekening gehouden hebt met die bescheiden impact, die te wijten is aan een arrest van het Hof van Justitie.

**06.03 Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, voor dat non-antwoord dank ik u niet!

*Het incident is gesloten.*

**07 Vraag van de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het nieuwe spel van de Nationale Loterij dat uitsluitend bij de dagbladhandelaars te verkrijgen zal zijn" (nr. 1612)**

**07.01 Olivier Henry** (PS): Hoever staat het concreet met het plan voor een spel van de Nationale Loterij dat uitsluitend bij de dagbladhandelaars te verkrijgen zal zijn? Heeft de Nationale Loterij dat plan aanvaard? Wanneer zullen de dagbladhandelaars dit spel kunnen beginnen te verkopen, nu velen onder hen het financieel moeilijker hebben?

**07.02 Minister Didier Reynders** (Frans): Het overleg met de federaties van persverdelers werd de voorbije maanden voortgezet. De federaties van persverdelers dienden bij de Nationale Loterij een voorstel in waarin de krachtlijnen van een nieuw krasspel werden uiteengezet.

De spelregels, maar uiteraard ook het juridische aspect worden nu bestudeerd. De marketing en logistiek moeten nog worden onderzocht. Er wordt ook nog nagegaan of het spel wel in het aanbod van de Nationale Loterij kan worden opgenomen. Er mag namelijk geen concurrentie ontstaan met de producten die via dezelfde verkooppunten worden verspreid.

Begin 2011 is er een nieuwe vergadering gepland. Ik ben bereid u de uitkomst van deze vergadering mee te

delen en ik wil ook aan de Nationale Loterij vragen haar analyse van dit voorstel voor u toe te lichten.

*Het incident is gesloten.*

**08 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de schuldsaldoverzekering voor personen met een verhoogd gezondheidsrisico" (nr. 1259)**

**08.01 Servais Verherstraeten** (CD&V): De wet van 21 januari 2010 tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst wat de schuldsaldoverzekeringen voor personen met een verhoogd gezondheidsrisico betreft, voorziet in een schuldsaldoverzekering voor personen met een chronische ziekte of handicap. Daarvoor waren er uitvoeringsbesluiten nodig en een gedragscode, die binnen de zes maanden door de Commissie voor Verzekeringen moest worden vastgelegd. Dat is niet gelukt omdat Assuralia deze wet aanvecht voor het Grondwettelijk Hof, dus moesten nu de ministers bevoegd voor Verzekeringen en voor Volksgezondheid deze gedragscode opstellen. Daarbij moest er ook een opvolgingsbureau en een compensatiekas opgericht worden.

Heeft de minister reeds overlegd met zijn collega van Volksgezondheid? Wat is de stand van zaken inzake de gedragscode? Zijn het opvolgingsbureau en de compensatiekas al opgericht? Wanneer treedt de wet in werking?

**08.02 Minister Didier Reynders** (Nederlands): Er werd nog niet overlegd over het opstellen van een gedragscode met de minister van Volksgezondheid. Mijn medewerkers hebben wel al een eerste voorontwerp bestudeerd.

De oprichting van een opvolgingsbureau voor de tarifiering is in de gegeven omstandigheden delicaat, aangezien de beroepsvereniging van de verzekeringsondernemingen daarvoor twee leden moet afvaardigen. Diezelfde beroepsvereniging heeft echter een beroep tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof ingediend tegen onder meer de artikelen 8 en 11 van de wet. Bovendien hangt de werking van de compensatiekas af van wat in het opvolgingsbureau voor de tarifiering werd beslist.

Gelet op het beroep tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof en de politieke situatie lijkt het wenselijk de inwerkingtreding van de wet van 21 januari 2010 over te laten aan een regering met volle bevoegdheid.

**08.03 Servais Verherstraeten** (CD&V): Het gaat hier over de uitvoering van een wet die het Parlement heeft goedgekeurd. Lopende zaken mogen niet te ruim geïnterpreteerd worden, maar toch zou ik willen suggereren om samen met de minister van Volksgezondheid initiatieven te nemen om die gedragscode alsnog uit te werken.

*Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 1260 van mevrouw Lambert wordt omgezet in een schriftelijke vraag; vraag nr. 1321 van de heer Henry zal dienen als inleiding tot de debriefing over de Ecofin-Raad van 7 december die onze commissie op 21 december om 10 uur houdt. (*Instemming*)

**09 Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "vennootschappen die geen belastingaangifte indienen" (nr. 1491)**

**09.01 Dirk Van der Maelen** (sp.a): Op 17 september 2010 diende ik hierover een schriftelijke vraag in, waarop ik nog geen antwoord heb gekregen. De minister heeft wel al geantwoord op een mondelinge vraag over hetzelfde onderwerp. Voortaan zal ik alle onbeantwoorde schriftelijke antwoorden dan maar omzetten in mondelinge vragen.

Op 24 november deelde de minister in deze commissie mee dat een aanslag van ambtswege de regel is wanneer een vennootschap geen aangifte heeft ingediend. Uit een eerder antwoord leid ik echter af dat slechts voor een derde van het aantal niet-ingediende aangiften van 2007 en 2008 een aanslag van

ambtswege werd opgesteld. Wat gebeurde er met de andere niet-ingediende aangiftes? Waren dat allemaal vennootschappen in vereffening?

De minister antwoordde ook al dat hij het niet opportuun vindt om de bedragen waarop de forfaitaire aangifte wordt berekend, aan te passen. Waarom moeten die bedragen zelfs niet geïndexeerd worden?

Hoeveel rechtspersonen hebben in 2008 en 2009 geen jaarrekening ingediend bij de Nationale Bank? Hoeveel daarvan dienden ook geen belastingaangifte in?

**09.02** Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): In bepaalde gevallen kan de administratie beslissen om geen gebruik te maken van de procedure van aanslag van ambtswege, bijvoorbeeld als de belastingplichtige in faling is of geen activiteiten meer uitoefent of als het gaat om vennootschappen met een geringe activiteit of die verlieslatend zijn. Er kunnen echter steeds administratieve boetes worden opgelegd.

De volgende regering kan naar aanleiding van de begrotingsopmaak de forfaitaire minima indexeren. Ik ben daar niet tegen.

Ik zal aan de Nationale Bank de cijfers vragen over het aantal rechtspersonen dat geen jaarrekening indiende en ze schriftelijk aan de heer Van der Maelen bezorgen.

*Het incident is gesloten.*

**10** **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Guy Coëme** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de uitwisseling van informatie uit de HSBC-lijst tussen Frankrijk en België" (nr. 1401)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het gebruik door de belastingadministratie van informatie afkomstig van de Franse overheid met betrekking tot Belgische belastingplichtigen die verdacht worden van belastingontduiking" (nr. 1421)
- mevrouw **Christiane Vienne** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de uitwisseling van fiscale informatie tussen Zwitserland en België" (nr. 1451)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gegevens van HSBC-rekeninghouders die door de Franse autoriteiten aan de Belgische belastingadministratie werden bezorgd" (nr. 1492)

**10.01** **Guy Coëme** (PS): Volgens de pers zou er informatie zijn uitgewisseld met het Franse ministerie van Financiën, dat aan de Belgische autoriteiten inlichtingen zou hebben bezorgd met betrekking tot een lijst die via een werknemer van HSBC werd verkregen en waarop meer dan 600 Belgische belastingplichtigen voorkomen die van belastingontduiking worden verdacht.

Bevestigt u die berichten? Werden die door de Franse overheid meegedeelde inlichtingen op wettige wijze verkregen? Zijn er onderzoeken aan de gang? Heeft uw administratie contact opgenomen met die belastingplichtigen opdat zij uitleg zouden verschaffen?

**10.02** **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Het Franse ministerie van Financiën zou de Belgische fiscale administratie inlichtingen hebben verstrekt over enkele honderden Belgische belastingplichtigen op de zogenaamde HSBC-lijst. Vond deze informatie-uitwisseling plaats op vraag van de Belgische fiscus? Zo ja, wanneer werd er om inlichtingen gevraagd en wanneer werden ze ontvangen? Hoeveel belastingplichtigen staan op de lijst? Hoeveel daarvan zijn natuurlijke personen? Werd aan de betrokken belastingplichtigen reeds een vraag om inlichtingen verstuurd?

**10.03** Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Het klopt dat de Bijzondere Belastinginspectie (BBI) op 7 juli, conform de wettelijke en andere voorschriften, inlichtingen heeft ontvangen betreffende honderden Belgische belastingplichtigen die klant zijn van HSBC. Die gegevens werden intussen grondig onderzocht en geanalyseerd, om te zorgen voor een juridisch sluitende en eenvormige werkwijze. Binnenkort zal de betrokkenen om bijkomende informatie worden verzocht. Het is nog te vroeg om cijfers naar voren te schuiven.



(Nederlands) Ik zal aan mijn administratie opgesplitste cijfers vragen over het aantal rechtspersonen en het aantal natuurlijke personen. Nadat mijn administratie actie heeft ondernomen, zal ik de resultaten daarvan meedelen. Op basis van het verdrag met Frankrijk is dat heel normaal.

**10.04 Dirk Van der Maelen** (sp.a): De administratie heeft dus op 7 juli inlichtingen ontvangen, maar de belastingplichtigen moeten nog gecontacteerd worden? Hoeveel van degenen die op de lijst staan, hebben een regularisatie aangevraagd?

**10.05 Minister Didier Reynders** (Nederlands): Ik zal dat navragen.

De **voorzitter**: Dat bijkomende antwoord zal aan de commissie worden bezorgd.

*Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Vragen nrs 1488, 1489 en 1490 van de heer Van der Maelen worden op zijn verzoek omgezet in schriftelijke vragen.

**11 Samengevoegde vragen van**

- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de berichten over de sluiting van registratiekantoren" (nr. 1470)
- de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de berichten over de sluiting van registratiekantoren" (nr. 1500)
- de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de geplande sluiting van een aantal registratiekantoren" (nr. 1554)

**11.01 Hagen Goyvaerts** (VB): Er zou een reorganisatie op stapel staan voor de registratiekantoren. Er zouden 67 registratiekantoren worden gesloten. Wat is de timing? Klopt het dat er al 48 kantoren dicht moeten in 2011? Welke afspraken zullen er met het personeel worden gemaakt? Op welke manier zal de dienstverlening voor de burger gewaarborgd blijven? Waar zullen er infocentra worden uitgebouwd? Is het de bedoeling om een soortgelijke operatie uit te voeren voor de btw- en belastingkantoren?

**11.02 Theo Francken** (N-VA): Welke registratiekantoren staan er op de lijst? Zullen er mensen worden overgeplaatst?

**11.03 Minister Didier Reynders** (Nederlands): De conclusies van het Coperfin-plan bevatten een gedeelte over de hergroepering van vestigingen met het oog op een inkrimping van het personeelsbestand en op vereenvoudiging.

In de grote stadscentra werden al grondige maatregelen getroffen, zonder dat de dienstverlening aan de burger daaronder geleden heeft. Ik blijf streven naar een kwalitatieve dienstverlening dichtbij de burger. Ik heb mijn administratie gevraagd rekening te houden met dit essentiële aspect van de dienstverlening van de FOD Financiën.

Sommige van de uitgevoerde studies zijn voor sommigen een bron van ongerustheid. Er werd mij nog geen enkel concreet dossier ter goedkeuring voorgelegd. Overplaatsingen kunnen pas als de lokale dienstverlening gewaarborgd blijft en als de gemeentelijke overheden, de vakorganisaties en het betrokken personeel geconsulteerd zijn. Het is dus nog niet duidelijk of er in 2011 sluitingen zullen zijn.

Dezelfde regels zullen gelden voor de andere administraties van mijn departement. De dienst Multi-Kanaal Dienstverlening, bevat thans, naast het contactcenter, een infocenter in de Financietoren en in de Paleizenstraat te Brussel.

Over de locatie van andere infocentra werd nog niets beslist.

**11.04 Hagen Goyvaerts** (VB): De organisatie in grote steden zal weinig problemen met zich meebrengen, maar in de kleinere gemeenten zal het een ander paar mouwen zijn.

**11.05** **Franco Seminara** (PS): In de huidige context is de openbare dienst meer dan nodig.

*Het incident is gesloten.*

**12** **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het statuut van de onthaalouders" (nr. 1440)**

**12.01** **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Op 23 november jongstleden verklaarde uw collega mevrouw Milquet dat een akkoord over een volwaardig statuut voor onthaalouders zo goed als rond was vóór de regering viel (zie *Beknopt Verslag* 53 COM 45, blz. 3-7).

Het kwam erop neer dat men vanaf 1 januari 2011 een volwaardig werknemersstatuut zou toekennen aan de onthaalouders die vanaf die datum in het systeem stapten, met toepassing van alle socialezekerheidsrechten. Dit houdt in dat er een echte arbeidsovereenkomst zou worden gesloten, dat ze een echt loon zouden ontvangen en dat hun vergoedingsniveau minstens even hoog zou zijn als het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen.

Voor de belastingen zou het inkomen van de onthaalouders worden beschouwd als een niet-belastbare forfaitaire kostenvergoeding. Het zou overeenstemmen met de vergoeding van de door de onthaalouder voor rekening van de werkgever gemaakte kosten.

Bevestigt u dat er bijna een akkoord was op het ogenblik dat de regering gevallen is? Bent u bereid de draad weer op te pikken? Kan die tekst aan het Parlement worden voorgelegd?

**12.02** **Minister Didier Reynders** (Frans): Er lagen niet één maar wel drie voorstellen ter tafel toen de regering gevallen is. Er was geen akkoord en het zag ernaar uit dat de besprekingen nog lang zouden aanslepen. Het gaat om een dossier waarin een hele reeks bevoegdheden door elkaar lopen en waarin de grootste omzichtigheid geboden is.

Indien men de onthaalouders een nettoloon zou toekennen dat overeenstemt met een niet-belastbare vergoeding, dan zouden de Gemeenschappen tientallen miljoenen euro's meer moeten ophoesten.

Als er aan het statuut van de erkende onthaalouders wordt geraakt, dan zal dat rechtstreekse gevolgen hebben voor de berekening van hun uiteindelijke belasting, waardoor hun koopkracht zal dalen.

Wat de minister van Werk beweert over mijn bijna-akkoord inzake de invoering van een fiscaal systeem van rechtstreekse subsidiëring van de Gemeenschappen middels de ontwikkeling van een hypothetische vrijstelling van bedrijfsvoorheffing, is volledig uit de lucht gegrepen. Een en ander zou immers discriminerend zijn ten aanzien van de overige bedienden die onder dezelfde cao vallen, en zou de federale begroting doen ontsporen. Het is op

zijn minst merkwaardig te noemen dat men in een welbepaald domein tot een subsidiëring van de Gemeenschappen zou willen komen, net op het ogenblik dat er onderhandelingen aan de gang zijn die het geheel van de financiële betrekkingen tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten op een meer eenvoudige, evenwichtige en doorzichtige manier moeten regelen.

Het voorstel in verband waarmee mijn fiscale cel stappen heeft gedaan, strekte ertoe het gewaarborgd gemiddeld minimummaandloon in twee delen op te splitsen: 80 procent loon en 20 procent onkostenvergoeding eigen aan de werkgever. De bedrijfsvoorheffing zou volgens het gebruikelijke barema op die 80 procent zijn berekend. De vergoeding vormt geen belastbaar inkomen en er wordt dus niets op ingehouden. De sociale, persoonlijke en werkgeversbijdragen zouden zijn berekend op basis van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandloon.

*Het incident is gesloten.*

**13** **Vraag van de heer Hans Bonte aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de veroordeling van Citibank door de correctionele rechtbank van Brussel" (nr. 1443)**

**13.01 Hans Bonte** (sp.a): Twee weken geleden werd Citibank veroordeeld wegens misleiding van consumenten bij de verkoop van beleggingsproducten van Lehman Brothers en het overtreden van de prospectuswet. De minister heeft ooit aangekondigd dat de CBFA een onderzoek zou doen naar Citibank, parallel met dat van de Economische Inspectie. Terwijl Citibank al werd gedagvaard en veroordeeld op basis van het dossier van de Economische Inspectie, heeft de CBFA blijkbaar nog niets gedaan.

Wat zijn de resultaten van het onderzoek door de CBFA? Heeft de CBFA op basis van haar bevoegdheden op het vlak van toezicht en controle op de banken ook maar één sanctie uitgesproken? Ik heb sterk de indruk dat men doelbewust de andere kant opkijkt. Minister Van Quickenborne heeft alvast verklaard dat Citibank alle klanten die een dadingovereenkomst hebben aangegaan voor 100 procent moet vergoeden, conform de straf die door de rechter is uitgesproken.

Deelt u de mening van minister Van Quickenborne?

Het zal de rest van Europa niet ontgaan zijn dat Citibank werd veroordeeld op basis van internationale reglementering die in alle Europese lidstaten van kracht is, de zogenaamde MiFID-richtlijnen. Citibank heeft dezelfde praktijken toegepast in een aantal andere landen. Zal de minister tijdens het Europese voorzitterschap ook dit probleem nog aankaarten?

**13.02 Minister Didier Reynders** (Nederlands): Ik ga ervan uit dat de heer Bonte mij deze vraag stelt in zijn hoedanigheid van parlementair en niet als belegger in producten van Lehman Brothers. In het vonnis staat immers op pagina 102 dat de heer Bonte is opgenomen in de lijst van benadeelden. Uiteraard ben ik bereid alle vragen te beantwoorden die het Parlement mij stelt, maar ik ben niet bevoegd om tussen te komen in individuele geschillen tussen een parlamentslid en een welbepaalde financiële instelling.

Ik ga niet akkoord met de interpretatie van het vonnis door de heer Bonte. Het vonnis heeft betrekking op de inbreuken die gepleegd zijn op de wet van 16 juli 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereguleerde markt. Wat deze inbreuken betreft, verwijs ik naar de vrijwillige hoorzitting van de voorzitter van de CBFA voor de correctionele rechtbank. Het is de voorzitter van de CBFA zelf die heeft aangegeven dat er aanwijzingen waren van inbreuken op deze wet. Aldus sluit de rechtbank zich aan bij de redenering die door de voorzitter van de CBFA naar voor is geschoven.

Het vonnis doet geen afbreuk aan de administratieve sancties die door de CBFA zouden kunnen worden opgelegd voor het niet-naleven van de reglementaire verplichtingen vanuit administratief oogpunt, doch rekening houdend met het principe dat men geen tweemaal voor dezelfde feiten kan gestraft worden. De administratieve en gerechtelijke procedures zijn verschillende procedures. Gezien het beroepsgeheim van de CBFA kan ik mij niet uitspreken over de lopende procedures bij een onafhankelijke, niet-parastatale autoriteit zoals de CBFA. De correctionele rechtbank heeft er overigens zelf op gewezen dat de CBFA niet bevoegd is op basis van de wet op de handelspraktijken en de voorzitter van de CBFA heeft dat zelf herhaaldelijk onderstreept.

Als minister kan ik mij niet inlaten met de gevolgen van het vonnis voor de leiders van Citibank. De CBFA zal de professionele betrouwbaarheid van de betrokkenen opnieuw moeten onderzoeken en daarbij rekening houden met de vereisten inzake de professionele betrouwbaarheid van bankleiders die voortvloeien uit de artikelen 18 en 26bis van de bankwet van 22 maart 1993. Indien de CBFA zou besluiten dat iemand niet langer voldoet aan de voorwaarden van professionele betrouwbaarheid heeft dit onherroepelijk tot gevolg dat deze persoon niet langer mag deelnemen aan de leiding van een kredietinstelling of een andere instelling die onderworpen is aan een zogenaamd prudentieel controlestatuut.

De Ecofin-Raad heeft op mijn verzoek de regels voor de openbare aanbidding aangepast zodat een aanbidding waarbij de tegenprestatie per belegger tussen 50.000 en 100.000 euro bedraagt ook als openbare aanbidding wordt beschouwd. Dat impliceert dat een prospectus zal moeten worden gepubliceerd. Dat is heel belangrijk want in bepaalde dossiers, zoals dat van Citibank, werden coupures van 50.000 euro uitgegeven precies om aan de prospectusverplichting te ontsnappen.

In het kader van de Twin Peakswet krijgt de CBFA nieuwe bevoegdheden, inzonderheid op het vlak van de traceerbaarheid van financiële producten. Die nieuwe bevoegdheden sluiten aan bij de opdrachten van ESMA, de nieuwe Europese autoriteit, die bevoegd zal zijn om de commercialisering van zogenaamde toxische producten onder bepaalde voorwaarden te verbieden.

**13.03 Hans Bonte** (sp.a): Het is ongezien dat de minister in zijn antwoord een particuliere relatie tussen mij en Citibank suggereert. Dit is niet alleen een inbreuk tegen de privacywetgeving, maar het gaat hier bovendien niet over mij, maar over een naamgenoot. Ik betreur de toon die de minister aanslaat en het feit dat hij dieper in het dossier kijkt dan zijn bevoegdheid toelaat. Ik zal mij dan ook informeren over welke stappen hiertegen kunnen worden ondernomen.

De minister is in deze eigenlijk een beetje het slachtoffer van het gebrek aan engagement bij de CBFA. Wij stellen vast dat de CBFA vragende partij is om het toezicht niet langer uit te oefenen. Alle sanctiemogelijkheden zijn voorhanden om administratief, los van de gerechtelijke uitspraak, preventief op te treden. De inspectiediensten van minister Van Quickenborne doen ter zake schitterend werk. De CBFA laat na iets te doen en zet ons voor schut.

*Het incident is gesloten.*

**14 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de belastingregeling voor de technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen" (nr. 1481)**

**14.01 Christian Brotcorne** (cdH): Tot het einde van de jaren 90 werden de technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen geregeld via gewone administratieve circulaire. Toen werd er een artikel 194bis ingevoegd in het Wetboek van de inkomstenbelastingen dat bepaalt dat de technische voorzieningen (...) vrijgesteld worden binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning. Er werd een koninklijk besluit uitgevaardigd dat echter slechts op twee technische voorzieningen betrekking heeft, in de artikelen 73/1 tot 73/4.

De verzekeringsondernemingen maken nog gebruik van andere soorten voorzieningen en de fiscale regeling kan op verschillende manieren worden toegepast en geïnterpreteerd. De eerste mogelijkheid is gestoeld op twee administratieve circulaire die bepalen dat de voorzieningen overeenkomstig artikel 25, 5°, van het WIB 92 volledig onder de belastbare reserves moeten worden opgenomen. De tweede mogelijkheid vloeit voort uit de beslissing van de rechtbank van eerste aanleg te Namen dat deze technische voorzieningen aan geen enkele wettelijke of reglementaire beperkende voorwaarde onderhevig zijn en dus vrijgesteld zijn van belastingen. Ten slotte kan niet worden uitgesloten dat de technische voorzieningen die niet bij koninklijk besluit geregeld zijn, nog onder de vroegere administratieve voorschriften vallen.

Er moet duidelijkheid komen over het fiscaal statuut van deze voorzieningen. Deze aangelegenheid heeft immers gevolgen voor een groot aantal bedrijven en voor een strategisch deel van onze economie. Kunt u voor meer duidelijkheid zorgen?

**14.02 Minister Didier Reynders** (Frans): De technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen worden in principe overeenkomstig artikel 25, 5°, van het WIB 92 als belastbaar beschouwd, zelfs als ze specifiek zijn voor die ondernemingen. Artikel 194bis van het WIB stelt echter dat de technische voorzieningen van de verzekeringsondernemingen binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning vrijgesteld kunnen worden. Momenteel moeten de technische voorzieningen die niet zijn opgesomd in de artikelen 73.1 tot 73.4 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 92, de voorzieningen voor equalisatie en catastrofes en de voorzieningen voor niet-verdiende premies altijd als belastbare reserves worden beschouwd.

De administratie heeft een beroep ingesteld tegen de uitspraak van 5 februari 2007 van de rechtbank van eerste aanleg van Namen.

**14.03 Christian Brotcorne** (cdH): Ik leid hieruit af dat het vonnis nog altijd niet definitief is. Als die uitspraak bevestigd wordt, komt u in een moeilijke situatie terecht.

**14.04 Minister Didier Reynders** (*Frans*): We zullen op de beslissing van het hof van beroep wachten.

**14.05 Christian Brotcorne** (cdH): Daarentegen sluit u een mogelijke terugkeer naar de oude administratieve bepalingen uit. U verwijst naar artikel 25, 5°, van het WIB. Die voorzieningen zijn dus belastbaar.

*Het incident is gesloten.*

**15 Vraag van de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "een eventuele hervorming van de notionele interestaftrek" (nr. 1569)**

**15.01 Guy Coëme** (PS): Een aantal grote bedrijven maken misbruik van het mechanisme van de notionele interestaftrek om belastingen te ontwijken. We zijn van oordeel dat dit mechanisme moet worden herzien. Volgens de heer Colmant zou het vrij gemakkelijk zijn om de kosten ervan met ten minste 50 procent te verminderen en tegelijkertijd een rechtvaardiger systeem op poten te zetten.

Ik was enigszins verrast door zijn woorden. Is u gewonnen voor een bijsturing van de notionele interestaftrek? Waaruit zouden die corrigerende maatregelen kunnen bestaan? Zou het niet logischer zijn de notionele interestaftrek te berekenen op grond van de winst die werkelijk terug in het bedrijf wordt geïnvesteerd in plaats van op grond van de winst die wordt uitgekeerd aan de aandeelhouders?

Welke tarieven worden er momenteel toegepast? Hoeveel zou het de schatkist kosten, indien we, zoals de heer Colmant voorstelt, de Duitse rentevoet zouden toepassen?

**15.02 Minister Didier Reynders** (*Frans*): De regeling voor de aftrek van risicokapitaal heeft een positieve rol gespeeld voor de economie van onze bedrijven omdat hun kapitaalvorming op die manier bevorderd wordt. Hoewel ik open sta voor de bespreking van om het even welk voorstel ter verbetering van de regeling, is het niet opportuun dat een regering van lopende zaken zulke ingrijpende maatregelen neemt.

Het verheugt mij dat er in het Parlement veel ideeën van de heer Colmant, mijn vroegere kabinetschef, worden aangehaald.

Voor de vaststelling van het toe te passen tarief wordt er rekening gehouden met het gemiddelde van de referte-indexen J van de OLO (lineaire obligaties) op tien jaar, die maandelijks worden bekendgemaakt door het Rentenfonds, zoals bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, voor het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd. Dat tarief mag, voor elk bedoeld aanslagjaar, niet meer dan een procentpunt afwijken van het tarief dat wordt toegepast in het voorgaande aanslagjaar.

De Koning kan, bij een in ministerraad overlegd besluit, beslissen om dat maximale tarief niet toe te passen en een ander tarief vast te leggen, dat beperkt is tot het tarief dat overeenstemt met de referte-index J van de OLO op tien jaar voor het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd. Het vastgestelde tarief mag echter niet meer bedragen dan 6,5 procent.

De Koning kan, bij een in ministerraad overlegd besluit, beslissen om af te wijken van dat maximale tarief.

Voor de vennootschappen die als 'kleine vennootschappen' worden aangemerkt voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbare tijdperk waarin de aftrek van het risicokapitaal wordt genoten, wordt het vastgestelde tarief met een half procentpunt verhoogd.

Voor de aanslagjaren 2011 en 2012 wordt het maximale tarief overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 23 december 2009 verminderd tot 3,80 procent. Het tarief voor de aftrek voor het aanslagjaar 2011 werd aldus verminderd tot 3,80 procent, d.i. 4,30 procent voor de kmo's (half procentpunt meer). Het tarief voor het aanslagjaar 2012 zou ongeveer 3,40 procent bedragen, d.i. 3,90 procent voor de kmo's.

Ik zou aan mijn administratie kunnen vragen om de gevolgen van de wijzigingen van bepaalde modaliteiten te evalueren, maar deze taak komt eerder een regering met volle bevoegdheid toe. Ik zal echter vragen dat men u de berekening op grond van een reductie tot 3,80 procent zou bezorgen.

**15.03** **Guy Coëme** (PS): Vandaag wil ik niet verder op deze kwestie ingaan. Wij zullen er uiteraard nog op terugkomen.

*Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Vragen nrs 1558 en 1593 van mevrouw Fonck en de heer Gilkinet worden omgezet in schriftelijke vragen. Vraag 1528 van mevrouw Boulet wordt uitgesteld.

**16** **Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de verloederde staat van de Plantentuin van Meise" (nr. 1633)**

**16.01** **Veerle Wouters** (N-VA): In 2001 werd beslist om de Plantentuin van Meise over te dragen aan de Vlaamse Gemeenschap, maar het is nog altijd niet tot een daadwerkelijke overdracht gekomen. Sinds 2001 is er weinig in de Plantentuin geïnvesteerd. Hierdoor heeft de infrastructuur te kampen met heel wat problemen.

Waar zit het probleem met de overdracht? Welke aanpassingen heeft de Regie der Gebouwen het voorbije decennium nog uitgevoerd? Heeft de federale regering nog plannen om financiële steun te verlenen?

**16.02** Minister **Didier Reynders** (Nederlands): De federale overheid ondernam reeds verschillende pogingen in het Overlegcomité om tot een oplossing te komen, maar de Gemeenschappen komen niet tot een vergelijk.

Ingevolge het besluit van het Overlegcomité van 21 april 2004 heeft de Regie der Gebouwen 1,5 miljoen euro geprefinancierd voor de renovatie van enkele serres. Bij de overdracht dient de Vlaamse Gemeenschap dit bedrag terug te betalen.

Omwille van de nakende overdracht staat de Inspectie van Financiën slechts toe dat enkel de meest dringende veiligheids- en instandhoudingswerken kunnen worden uitgevoerd.

Bij de vervanging van twee verwarmingsketels heeft de Vlaamse Gemeenschap de werken in eigen beheer uitgevoerd.

Dit decennium heeft de Regie der Gebouwen meer dan 5,2 miljoen uitgaven ten laste genomen. De destijds opgemaakte inventaris van uit te voeren werken geldt nog steeds. Misschien komt er een oplossing voor de transfer naar de Vlaamse Gemeenschap dankzij de onderhandelingen tussen de zeven partijen.

**16.03** **Veerle Wouters** (N-VA): Het is teleurstellend dat het zoveel tijd in beslag neemt om het domein over te dragen en dat er daardoor zoveel natuurrijkdom verloren gaat. Ik hoop dat de onderhandelingen snel resultaten opleveren. Waarom kan de federale overheid niet meer inspanningen doen? Vlaanderen heeft al 2,5 miljoen geïnvesteerd.

**16.04** Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Er is geen akkoord over de overdracht.

*Het incident is gesloten.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.30 uur.*